

BOLK

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

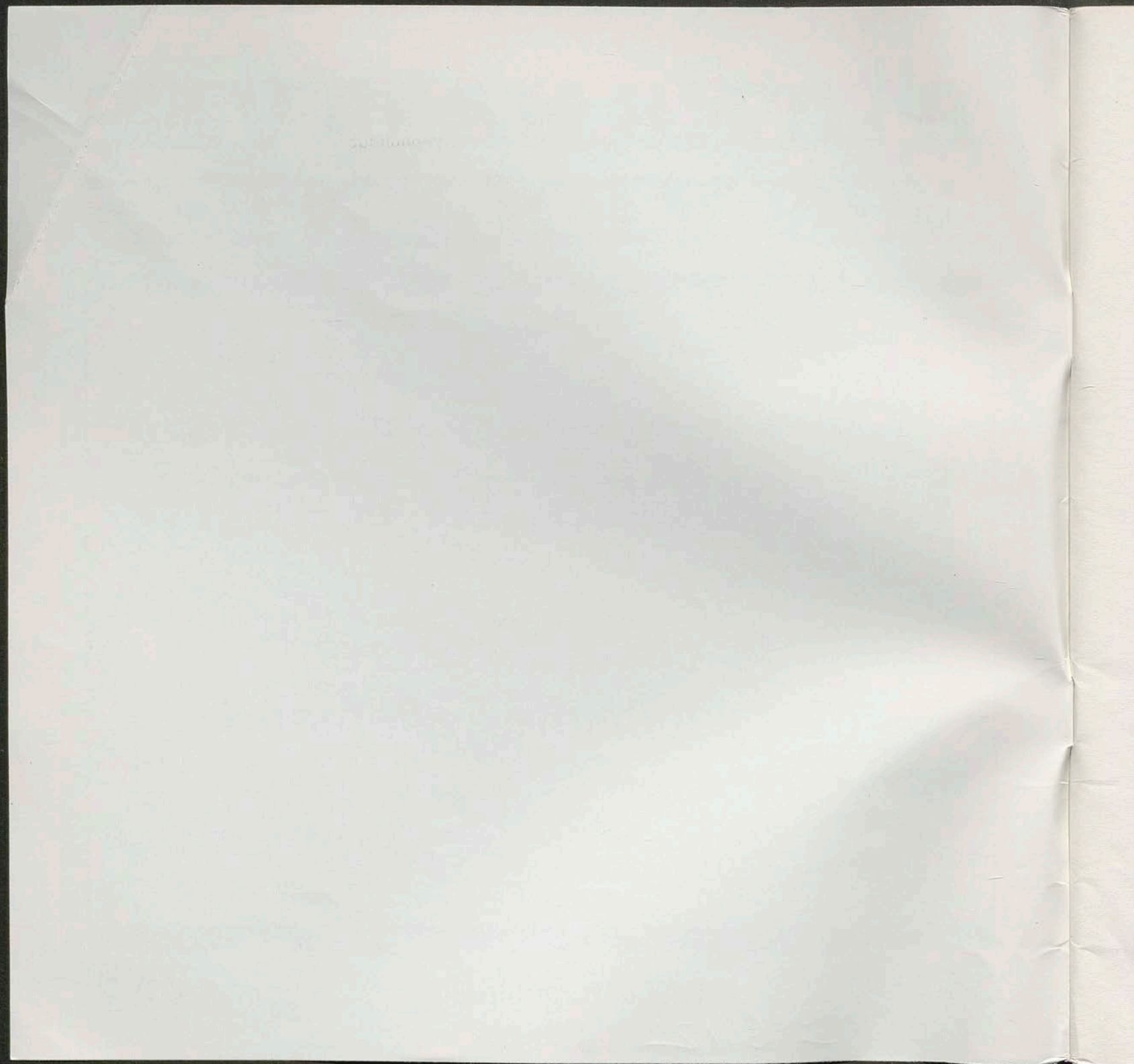
NI ROUGES, NI MORTS

*le charme discret
du "pacifisme" allemand*

58

80p 6/12
revue trimestrielle

25 F



Le laboratoire allemand

La République Fédérale Allemande, vous connaissez ? C'est simple : de Paris, prenez l'auto-route de Metz ; en quelques heures, vous y serez. Les Allemands sont nos voisins ; nous en savons quelque chose. 1870, 1914, 1940, ces dates ne sont certainement pas les symboles de notre toute récente amitié franco-allemande ! Les clichés du "Boche" ou du "chleuh" sont encore très présents dans notre inconscient collectif. Et ce n'est pas parce que l'on est voisin que l'on se connaît bien ; ce serait même plutôt le contraire.

Jadis, nous eûmes bien des raisons de redouter l'Allemagne, tout comme celle-ci eût à craindre les ambitions françaises : n'oublions pas les appétits napoléoniens. Mais enfin, les temps de Bismarck ou d'Hitler sont révolus et l'Allemagne a bien changé. Pourtant, l'inquiétude à l'égard de ce qui se trame outre-Rhin demeure. En 1985, pour de tout autres raisons, les Allemands continuent à faire peur. Ce vieux pays, aux traditions militaires si fortes, est actuellement en proie au "pacifisme" ! Quelle mouche les aurait donc piqués ? Les "va-t-en guerre" d'hier seraient-ils devenus des "va-t-en paix" ? L'idée se répand dans les commentaires médiatiques parisiens : la RFA ne serait plus une alliée sûre puisque les thèses "pacifico-communistes" y ont fait une percée spectaculaire ; ce pays tampon avec le bloc de l'Est ne protège plus notre sécurité hexagonale. La France va-t-elle perdre son "glacis" protecteur ? Surgit le spectre d'une Allemagne "neutraliste" qui mettrait le danger soviétique sur le Rhin et non sur l'Elbe.

La peur est une passion qui ne facilite pas l'exercice de l'intelligence. Qui cherche vraiment à comprendre en profondeur ce qui se passe dans ce pays ? Est-il vraiment surprenant que le mouvement de paix allemand soit aussi massif ? Certes, la décision de l'OTAN de 1979 est à l'origine des vastes manifestations des années 1981-83. Le phénomène est analogue dans tous les pays concernés par l'instal-

lation des euromissiles. Mais, indépendamment de ce problème, l'histoire passée et présente de la RFA porte ce pays, plus que d'autres, à une approche originale des questions de paix et de désarmement. Le nazisme n'est pas si loin : comment les générations actuelles ne s'interrogeraient-elles pas sur ce proche passé, sur les racines de la violence et les conditions de la paix ? Et puis, il y a la fracture de la partition : le mur de Berlin reste le symbole de la division européenne. Par sa position géographique, la RFA, truffée d'armes nucléaires, est directement intéressée à l'avancée de la détente entre l'Est et l'Ouest. Les questions de paix et de désarmement prennent donc un relief particulier dans ce pays ; il est proprement stupide d'interpréter l'ampleur des mouvements qu'elles ont déclenchés à travers la "main de Moscou". Il n'est pas étonnant que les instituts de "recherche sur la paix" se soient développés dans ce pays plus qu'ailleurs. Il n'est pas étonnant que les courants pédagogiques de "l'éducation à la paix" y connaissent une particulière vigueur. Il n'est pas étonnant non plus que des doctrines militaires prônant des systèmes militaires "purement défensifs", comme celui de Horst Afheldt, aient vu le jour dans ce pays. Il y a ainsi une sorte de "laboratoire allemand" de la paix avec tous les aléas qu'implique une recherche : essais et erreurs, piétinement et découverte. Nous autres, Français, ne faisons pas les innocents, ne crions pas aux lâches et aux naïfs, comme si tout cela n'était que fadaises idéalistes ! Car la course aux armements nous concerne directement. Auschwitz interroge tous les hommes et pas seulement les Allemands. Nous sommes impliqués dans le travail laborieux, mais historiquement nécessaire, de réduire la fracture de l'Europe.

Sur tous ces problèmes, les Allemands ont quelque chose à nous dire. Mais que savons-nous vraiment de leurs travaux sur la paix ? Ce n'est pas la vision déformée de nos médias nationalistes qui peut aider à y voir plus clair. Il existe dans ce pays un certain acquis de l'action et de la réflexion sur la paix

que nous voulions mieux connaître et faire connaître. Pour cela, le meilleur moyen était encore de donner la parole aux Allemands eux-mêmes. Certaines signatures réunies ici sont prestigieuses outre-Rhin, méconnues chez nous. Au-delà de la peur et de l'agressivité que le "pacifisme allemand" inspire dans notre pays, ce dossier veut permettre au lecteur français de se faire une idée plus précise et plus objective de la diversité et de la richesse de ce mouvement.

Jacques Sémelin

Ce dossier a été constitué avec l'aide de Martin Humburg. Nous le remercions pour sa collaboration, ainsi qu'Etienne Gos et tous les traducteurs bénévoles.

Pour compléter ce dossier, on peut se reporter au numéro 44 d'A.N.V. On y trouvera un article de Roland Vogt, député européen des "Verts", sur la stratégie du mouvement de la Paix allemand, et un article de Emile Noiraud sur le pacifisme en RDA.

Numéro 44 - 15 F (port compris).

Où en est le mouvement de paix ?

par Karlheinz Koppe

Karlheinz Koppe est membre du Comité Exécutif de Pax Christi, membre du Comité de Coordination du Mouvement de Paix en Allemagne Fédérale, directeur du Centre d'Information sur la Recherche de Paix, Bonn. Il fait ici, spécialement pour ce dossier d'A.N.V., le point sur la situation du mouvement de paix en R.F.A.

LE mouvement de paix en Allemagne Fédérale est difficile à définir et à décrire. Il constitue plutôt un "événement" qui échappe aux critères normaux avec lesquels on juge des partis politiques ou des organisations politico-sociales. Il n'est donc pas possible de dire avec netteté ce que sont la composition, les buts et les succès du mouvement de paix tel qu'il se présente à l'heure actuelle. Il n'est ni mouvement pacifiste tout court, ni mouvement antimilitariste ou nucléaire-pacifiste tout seul. Il est de tout un peu sans être tout à la fois. Ses revendications vont du gel des armes atomiques jusqu'à "vivre sans armes" (*Ohne Rüstung leben*, c'est le nom d'une organisation protestante).

Le mouvement, c'est qui ?

Première difficulté : comment savoir qui appartient au mouvement ? S'agit-il avant tout d'un rassemblement des initiatives de base ou d'une alliance de forces hétérogènes, parmi lesquelles il faut compter certains partis politiques (en entier ou en partie) ainsi que les quelques milliers d'initiatives de paix qui se sont fondées dans les villes et à la

campagne ? A-t-il vraiment touché 60 à 70 % de la population, comme les sondages de l'automne 1983 le faisaient croire, au moment où culminait la lutte contre le stationnement des nouveaux missiles américains ? Faut-il y compter les cinq à sept millions d'hommes et femmes de tout âge qui, entre 1979 et 1985, ont signé l'un ou l'autre des multiples appels en faveur du désarmement ou ont protesté sous une forme ou une autre contre la politique de dissuasion ? Ou bien le mouvement de paix est-il constitué par les quelque 1,3 millions de citoyens et citoyennes qui ont participé activement aux manifestations et actions ? Peut-on prétendre, si l'organisation de jeunesse du Parti social démocrate (*Jungsozialisten*) adhère officiellement au Comité de Coordination du mouvement de paix, que tous les jeunes social-démocrates appartiennent au mouvement ? Certainement pas ! Doit-on alors compter seulement les 50 000 à 100 000 membres des "initiatives de paix" plus les membres du Parti Vert ? Peut-être n'y a-t-il que 10 000 ou 20 000 militants ? Qui le sait ?

L'influence du mouvement de paix ne peut certainement pas être mesurée par le nombre de ceux qui le soutiennent ou militent dans ses rangs. Peut-

on l'évaluer objectivement ? Toute évaluation n'est-elle pas nécessairement subjective ? Les uns diront que l'engagement contre le stationnement des missiles et pour le désarmement n'a rien donné, car le stationnement a commencé en dépit de toute protestation, et l'armement a continué à une cadence qui s'est même accrue. Les autres diront que le public a été sensibilisé et mobilisé d'une manière telle que les gouvernements en ont été ébranlés et qu'ils vont se mettre à négocier plus sérieusement, et que le débat public sur les questions de défense et de sécurité va continuer comme jamais auparavant. C'est quand même un succès qui paraît donner raison à tous ceux qui avaient dit et qui continuent à dire que la lutte pour la paix est un effort de très longue haleine.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de paix en Allemagne Fédérale oscille, depuis les premiers déploiements de Pershing II, entre la résignation et la persévérance ; il est déplorablement déchiré sur les futures stratégies à suivre. Malgré tout, il continue à exister. On l'a dit mort plusieurs fois ; mais il se montre bien vivant.

Des tendances très diverses

Qu'il continue à exister, le mérite n'en revient pas aux partis politiques qui suivent ses activités avec plus ou moins de sympathie (qu'il s'agisse des sociaux-démocrates, des Verts ou bien des communistes) mais avant tout aux nombreuses initiatives dispersées à travers le pays. Les partis politiques se disputent plutôt le rang qui leur revient dans le soutien au mouvement aux yeux de leur électorat. Pour cette raison, ils ne seraient pas capables de former une coalition entre eux seuls : le Parti Social-Démocrate craindrait de perdre des voix, s'il s'approchait du Parti Communiste ; le Parti Vert a peur de perdre son identité aux yeux de ses électeurs et électrices, s'il se laissait embrasser par les sociaux-démocrates. Dans

cette situation, les initiatives et groupes de paix indépendants forment, en quelque sorte, le tampon qui permet aux partis politiques de s'asseoir autour d'une seule et même table. Cela a deux conséquences pour ce bloc intermédiaire : il peut jouer le rôle d'arbitre entre les tendances politiques, ce qui lui donne une certaine influence et responsabilité vis-à-vis du mouvement de paix entier ; mais il se trouve également exposé aux pressions de ces tendances politiques qui tâchent de le tirer chacun de leur côté.

Cette situation aurait pu provoquer la dissolution du Comité de Coordination, après le commencement du stationnement, quand les grands groupements, notamment les tendances politiques, voulaient continuer la stratégie des manifestations de masse, tandis que les initiatives et groupes (chrétiens, indépendants ou républicains) y opposaient une stratégie décentralisée destinée à intensifier l'information du public à la base. De plus, ils avançaient l'argument que, sans événement catalyseur comme l'avait été la date du stationnement, il serait difficile, voire impossible, de rassembler à nouveau des centaines de milliers de manifestants. Or, toute nouvelle manifestation aurait été jugée par rapport au nombre de participants aux grandes manifestations antérieures. Le cours des événements leur a d'ailleurs donné raison : les manifestations organisées depuis 1984 n'ont compté que quelques dizaines de milliers de participants à peine. Mais, puisque les tendances politiques détenaient quand même la majorité au Comité de Coordination, sept groupes et initiatives quittèrent le Comité. Ce n'étaient pas les plus importants par le nombre, mais ceux qui, pour l'opinion publique, constituent le cœur du mouvement : les organisations protestantes et catholiques, et les deux initiatives dites "républicaines", l'Initiative Gustav Heinemann (fondée pour sauvegarder l'héritage de feu le Président fédéral) et le Comité pour les Droits Fondamentaux et la Démocratie. Les tendances politiques ont dû céder. Elles ont adhéré à un programme décentralisé et ont accepté une sorte

de veto au Comité : aucune décision ne serait valable si cinq groupements (sur les trente qui forment le Comité) s'y opposaient. Les sept organisations ont alors rejoint le Comité.

Un foisonnement d'initiatives

On peut donc dire que le mouvement de paix en Allemagne Fédérale existe avant tout grâce aux initiatives de paix organisées à la base. Ces initiatives se sont créées sur deux modèles. Les organisations des deux Eglises (Protestante et Catholique) se fondent depuis toujours sur des groupes de base, soit dans les paroisses, soit – et de plus en plus – en dehors de la structure hiérarchique traditionnelle : ce sont *Action Réconciliation* (Aktion Sühnezeichen-Friedensdienste), le *Comité d'Action des Services de Paix* et *Vivre sans Armes* (Ohne Rüstung leben) du côté protestant ; *Pax Christi* et l'*Initiative Eglise d'en Bas* (Initiative Kirche von unten) du côté catholique. Il y avait d'autre part, depuis les années soixante, l'expérience des "initiatives de citoyens" (Bürgerinitiativen) : des citoyens et des citoyennes ont appris par expérience que l'on peut résoudre des problèmes à la base de la société, notamment dans le cadre des municipalités et communes, sans attendre que les administrations agissent. Ils ont appris à utiliser toutes les ressources de la Constitution et à défier les autorités, notamment dans les domaines de l'autonomie communale, de la protection de l'environnement, des handicapés, du Tiers Monde et finalement du désarmement. Ces groupes ont compris que les problèmes de l'autodétermination de l'homme, de l'écologie et du sous-développement avaient des répercussions sur les relations internationales et vice-versa et que l'ensemble était plus ou moins déterminé par la politique de l'armement militaire, si l'on pense par exemple au trafic des armes dans les pays du Tiers Monde.

C'est sur cette base qu'à partir des années soixante-dix des centaines – et bientôt des milliers – d'initiatives de paix ont vu le jour. Cette origine présentait plusieurs avantages. D'abord ces groupes n'étaient pas soumis aux influences des partis politiques et aux polarisations qui en sont la conséquence. S'y trouvaient des personnes de tous âges, beaucoup sans appartenance politique. Dans d'autres cas, des communistes, des sociaux-démocrates, des Verts et même des chrétiens-démocrates se trouvaient autour de la même table. Un phénomène surprend : à la différence des mouvements de contestation des années Soixante, qui ont culminé dans la plupart des pays dans la "révolte des étudiants", les initiatives de paix ne se limitent ni aux jeunes, ni aux intellectuels, ni aux grandes villes. Beaucoup d'observateurs y voient la garantie de la survie du mouvement de paix malgré tout échec et toute difficulté.

Autre particularité : beaucoup de ces initiatives ne sont pas représentées dans le Comité de Coordination. Seules quelques initiatives dites indépendantes se sont regroupées dans une Conférence Fédérale des Initiatives de Paix Indépendantes ; d'autres font partie d'un Bureau de Coordination de la Désobéissance Civile. Ces deux regroupements sont membres du Comité de Coordination. Le problème de quelques "indépendants" réside dans leur attitude envers l'emploi de la violence. Il y a une tendance dite "autonome" qui ne rejette pas absolument la violence, bien qu'elle se limite à des actes de violence "contre des objets" exclusivement. Ceux qui préconisent la désobéissance civile se réclament de la non-violence, mais les délimitations restent floues. Pour adhérer au Comité de Coordination, il faut pourtant respecter le critère de la non-violence. Peu importe si les uns y voient le principe qui doit guider l'homme en toute circonstance (position des initiatives chrétiennes de base) et si d'autres l'acceptent seulement comme règle pour les relations internationales et sociales.

Divergences sur les priorités

S'il y a dans le mouvement de paix allemand hétérogénéité des groupes et tendances, il y a peut-être moins d'hétérogénéité dans les objectifs, mais certainement encore beaucoup d'hétérogénéité dans les moyens pour les atteindre. En juin 1985, le Comité de Coordination, au cours de la première grande conférence qu'il a tenue après le commencement du stationnement, a pu se mettre d'accord sur une série de buts et d'actions. La déclaration de cette conférence, dite "La Grande Délibération" déclare :

- non à toute militarisation de l'espace ; non au programme américain de recherche SDI et au programme Eureka dans la mesure où il sert à des fins militaires ;

- non au stationnement des nouveaux missiles américains en Europe ; démantèlement des missiles déjà stationnés et de toutes les armes de destruction massive stationnées sur le territoire de la République Fédérale ;

- réduction du budget militaire ; renoncement à l'introduction des nouveaux systèmes d'armes et des stratégies offensives ;

- non à toute forme de militarisation de la société ;

- reconversion des moyens destinés à l'armement à des fins permettant de surmonter la famine et la misère dans le Tiers Monde, la destruction de l'environnement et le chômage.

Beaucoup de participants auraient souhaité que de telles revendications soient aussi adressées à l'Union Soviétique. Il n'y a dans le texte qu'une faible allusion : « La Paix ne se laisse assurer ni à l'Ouest ni à l'Est par des armes de plus en plus destructives, mais uniquement par une politique de coopération globale et conséquente, par l'entente et le désarmement, par la justice et la solidarité avec les pays du Tiers Monde ».

Le texte de cette déclaration paraît indiquer certaines priorités et un unilatéralisme qui ne sont pas contestés. Il n'est acceptable que dans la mesure où tout le monde est d'accord sur le fait que l'on doit faire pression avant tout sur son propre gouvernement avant de s'en prendre à Moscou. Les positions ne sont pas toujours très claires, surtout qu'elles sont parfois discutées à l'intérieur même des initiatives. Parmi les points litigieux : la perception des relations avec des initiatives de paix indépendantes en Allemagne Démocratique (RDA), en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Union Soviétique, l'évaluation de l'armement soviétique (SS 20 et autres), la question de savoir si la République Fédérale doit quitter l'OTAN, etc. Les communistes, après de longues discussions, ont aussi souscrit à la critique des missiles soviétiques. Il y a, d'autre part, des représentants des initiatives chrétiennes qui proclament que c'est à l'Occident de réaliser des premiers pas substantiels sans aucun égard à l'armement soviétique. Les Verts se distinguent comme d'habitude de tout autre groupement, demandant des contacts avec des initiatives indépendantes à l'Est et notamment dans la RDA ; ils revendiquent le renoncement inconditionnel au stationnement des missiles américains. Les initiatives indépendantes partagent les vues du Parti Vert, mais se prononcent contre toute influence des partis politiques, donc des Verts également.

Tandis que les sociaux-démocrates, qui dominent probablement la moitié des membres du Comité de Coordination, et les communistes (dont l'influence est beaucoup moins grande que la presse ne le suppose) donnent la priorité au débat et à l'action pour le désarmement, les autres groupements entendent plutôt faire voir les autres menaces qui pèsent sur l'humanité et la sécurité de la société et comment elles sont liées avec la politique d'armement. Ils sont convaincus que la lutte pour la justice dans les relations internationales doit aller de pair avec la lutte pour le désarmement. L'argument en

tant que tel n'est contesté par personne. La querelle porte sur la priorité que l'on doit accorder aux différentes revendications.

Cette querelle se traduit nécessairement dans la discussion sur les moyens d'action. Les grandes tendances politiques restent convaincues que la mobilisation des masses, soit par des manifestations, soit par des campagnes de signatures, reste un moyen d'action décisif pour impressionner les partis politiques, le parlement et le gouvernement, sans parler de l'opinion publique. La thèse est difficile à vérifier. Il semble que l'on sous-estime les motifs qui déterminent les choix électoraux, lesquels ne se rapportent nullement au seul engagement pour le désarmement. Cette hypothèse, vérifiée d'ailleurs par les élections fédérales de mars 1983, amène justement les autres groupes et initiatives à suivre une autre stratégie. Ils ne croient pas que les manifestations et campagnes de signatures impressionnent tellement les gouvernements et qu'elles aient un effet éducatif sur le grand public. Ils préfèrent retourner au concept de l'action de base et préparer l'environnement social dans lequel un véritable désarmement puisse se faire. Ils veulent disséminer des informations sur l'état des relations internationales, révéler les connexions entre la confrontation Est-Ouest et les conflits Nord-Sud, entre la politique de militarisation et le sous-développement, entre le commerce d'armes et le chômage, et la suppression des droits de l'homme partout dans le monde.

C'est dans ce sens que La Grande Délibération (sur proposition du Comité de Coordination d'ailleurs) s'est également mise d'accord pour organiser une Semaine d'Information du 10 au 16 novembre 1985, avec des actions décentralisées et des mots clés, s'adressant à des couches de la population très diverses : Eglises, jeunes, éducateurs et professeurs, soldats et objecteurs de conscience, femmes, travailleurs étrangers, entreprises et ouvriers, communes, administrateurs et députés à tout échelon, etc. Ces

actions seront coordonnées avec la décade de paix des organisations chrétiennes et un tas d'activités des initiatives professionnelles de paix : médecins pour la paix, scientifiques pour la paix, juristes pour la paix, techniciens pour la paix, instituteurs pour la paix, artistes pour la paix...

Tout cela indique que le mouvement de paix en Allemagne Fédérale est beaucoup plus ancré dans la population que tout autre mouvement émancipateur depuis 1945. L'absence de toute structure hiérarchique et centraliste s'avère avantageuse. Il devient de plus en plus difficile, à l'Ouest comme à l'Est, de justifier la politique de sécurité traditionnelle, surtout la politique de dissuasion. Le débat autour de la "guerre des étoiles" en est la preuve. Le mouvement de paix est pour beaucoup dans le fait que la politique de sécurité traditionnelle trouve de moins en moins de soutien dans l'opinion publique, non seulement en République Fédérale, mais aussi aux Etats-Unis et en Union Soviétique comme en RDA et dans la plupart des pays du monde. Le mouvement de paix n'en est certainement pas le seul responsable ; mais il est et restera un facteur de renforcement que personne ne peut ni ne doit sous-estimer. ■

Quand les Allemands de l'Ouest regardent vers l'Est

par Bernard Dreano

Bernard Dreano est membre du CEDETIM (Centre d'Etude sur l'Impérialisme) et du CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe). Il a de nombreux contacts dans les mouvements de paix allemands, tant de R.F.A. que de R.D.A.

... Un jeune homme de vingt-trois environ sera couché par terre au coin d'une rue désertée, se débattant contre le gaz mortel qu'une bombe a répandu sur la ville... Ce jeune homme lèvera vers le ciel un regard interrogateur : « Pourquoi ? »...

... Parce que, jeune homme, tes parents, tes grands-parents, n'ont pas fait le plus léger effort pour sortir de cette fange guerrière ni de cette folie de la Nation.

Kurt TUCHOLSKY (écrivain allemand anti-nazi) - juin 1931

LES Français peuvent-ils comprendre quelque chose aux Allemands ?

Gageons que dans leur majorité, ils seront d'abord étonnés par cette utilisation du pluriel en parlant de la nation voisine. Pourtant, comment parler d'Allemagne en oubliant son histoire récente et sa structuration actuelle ?

Les relations étroites des Etats, la sympathie réciproque des peuples que manifestent les sondages masquent la cassure qui s'approfondit entre intellectuels de France et de R.F.A. Or, une telle rupture ne saurait être traitée à la légère, si l'on se réfère aux

précédents historiques : la déception (cf. Beethoven) engendrée outre-Rhin par la dégénérescence napoléonienne de l'espérance de 1789 a orienté le nationalisme allemand pendant un siècle ; celle de la gauche allemande vis-à-vis de la France patriotarde du Traité de Versailles (1920) a donné un coup de pouce à Hitler.

Nous n'en sommes, évidemment, pas là. Mais, tout de même, les contentieux s'additionnent. Après le discours de François Mitterrand au Bundestag et devant la passivité des Français face à l'affaire Greenpeace, l'opinion progressiste allemande se demande dans quelle oubliette est passé Mai 68. Inversement,

de nombreux Français s'inquiètent de ce "pacifisme" qui, paraît-il, se veut « plutôt rouge que mort » et n'a « rien fait » pour la Pologne.

Un débat franco-allemand sur fond de vieux fantasmes et de manipulations toutes chaudes (façon Glucksman) n'a guère d'intérêt. Par contre, ceux qui refusent la pâte de guimauve libéralo-atlantiste qui fait mode aujourd'hui se doivent de chercher à connaître et à comprendre l'attitude réelle des mouvements de paix et de la gauche allemande vis-à-vis de l'Europe de l'Est et tout particulièrement, bien sûr, de l'autre Allemagne, au-delà des ragots, selon sa dynamique réelle.

La formation d'un tabou

Cette question concerne en effet tous ceux, pacifistes, verts et alternatifs socialistes, syndicalistes, qui agitent la société ouest-allemande depuis quelques années, mais qui semblent passifs dès qu'il s'agit de voir ce qui se passe... de l'autre côté du mur.

Peut-on d'ailleurs parler de passivité, quand on sait que les syndicats ouest-allemands ont affrété bien plus de camions pour la Pologne que leurs homologues français et italiens ? Mais leurs manifestations de solidarité politique sont restées bien plus limitées.

Cela ne s'explique en tout cas pas par la pression d'un puissant lobby pro-soviétique. Le très orthodoxe Parti communiste de R.F.A. (DKP), qui rassemble ordinairement quelque 0,3 % des voix, a réussi avec quelques alliés, à capitaliser son investissement dans le mouvement de paix pour atteindre au sein de l'Union allemande de Paix (DFU)... à peine plus de 1 % aux dernières élections !

Les attitudes des différents courants progressistes et pacifistes ouest-allemands vis-à-vis de l'Est sont variées et évoluent. Mais l'on ne peut comprendre ce qui se passe si l'on ne garde pas à

l'esprit certaines données historiques et idéologiques fondamentales.

Rien n'est intelligible si l'on oublie que l'Allemagne n'existait plus en 1945 ! Après 15 ans de République tumultueuse et de guerre civile larvée (1918-1933), six ans de nazisme (1933-1939) puis 5 ans de nazisme en guerre (1939-1945), c'était la table rase sur fond de cauchemar, de culpabilisation collective, d'occupation et de division.

Il s'agit là des souvenirs d'enfance de nombreux responsables actuels. Les générations suivantes ont connu (à l'Ouest) l'atmosphère cotonneuse de l'Allemagne d'Adenauer, sans passé ni mémoire, déculpabilisée par la caution des "amis" démocrates américains et par le repoussoir de l'"ogre" totalitaire soviétique, et vouée à la reconstruction économique. Cela n'empêchait pas les cartes de géographie de conserver les frontières de 1937 et d'indiquer des « zones provisoirement sous administration polonaise » et des « zones d'occupation soviétique ».

Après l'ébauche que fut le mouvement de refus de la remilitarisation de la RFA en 1954-55, le mouvement étudiant des années 60, c'est d'abord cette Allemagne-là qui est rejetée : désacralisation de l'"ami" américain englué au Viêt-Nam, rupture du consensus atlantiste et conservateur, rupture plus iconoclaste que son équivalent d'alors dans la France gaullienne. Les contestataires (dont l'influence est encore limitée dans la société) rejettent cette "Allemagne américaine". Ils ne sont pas pro-soviétiques pour autant (le PC, quant à lui, est interdit de 1956 à 1971), mais ils font l'impasse totale sur les pays de l'Est en général, la RDA en particulier (globalement rejetée dans les ténèbres du "révisionnisme"). En parler, ce serait aller sur le terrain de cette droite que l'on combat (et les quelques maoïstes qui l'ont fait n'ont pas tardé à reprendre les thèses de la droite). Ainsi, non seulement pour les groupes "gauchistes" ouest-allemands, mais pour tout un mouvement social, l'Est, l'"autre côté", est du domaine du "non-dit".

Empirisme et efficacité

L'ébranlement créé par le mouvement étudiant et extraparlamentaire contribue à amener le leader du SPD, Willy Brandt, au pouvoir (1970) et lui permet de lancer son "Ost-Politik" ("politique de l'Est"). Il rejette l'esprit de croisade de la droite (« l'Est en général, la RDA en particulier, c'est l'enfer ») et le non-dit des contestataires pour faire des sociétés d'Europe orientale et de leurs gouvernements des sujets d'interventions concrètes, politiques et économiques, dédramatisées.

Cette ouverture à l'Est ne fait pas disparaître les formes hystériques de l'anticommunisme qui demeure vivace, comme en témoignent les pratiques des interdictions professionnelles et la paranoïa antiterroriste sous le gouvernement du chancelier Schmidt (toujours socialiste). Il n'empêche que l'évolution est d'importance, même si ces retombées psychologiques ne sont guère perçues en France.

Ainsi, au fil des années soixante-dix, le mouvement social que l'on va retrouver, la décennie suivante, contre les euromissiles, s'est forgé une attitude, vis-à-vis de la RDA et des autres pays de l'Est, faite de retenue, conséquence de la lutte contre ce consensus pro-américain, mais marquée aussi par les effets de l'"Ost-Politik".

La campagne contre le "pacifisme allemand" en France ne doit pas nous faire oublier que la pression anti-communiste en RFA, quoique atténuée, reste élevée, d'autant plus que la droite est revenue au pouvoir en 1982.

Elle favorise par contrecoup au sein du mouvement de paix l'"unitarisme", au nom de l'"objectif minimum qui unit tout le monde" : la lutte contre les seuls missiles américains, situation profitable à la petite fraction proche du DKP pro-soviétique. L'"autocensure" vis-à-vis des événements de RDA, par exemple, va persister dans de très nombreux secteurs, y compris au sein des *Grünen* (Verts).

Même ceux qui n'acceptent pas cette logique sont tentés d'observer une certaine "réserve" pour rester dans le "champ du possible" de l'Ost-Politik et de la détente, conserver les acquis concrets matérialisés par les déplacements touristiques ou familiaux de centaines de milliers d'Allemands de l'Ouest à l'Est chaque année – et de milliers d'Allemands de l'Est (essentiellement des retraités) à l'Ouest. Il faut donc, dans cet esprit, orienter le mouvement vers la préservation de la stabilité sans toucher au statu quo européen, en misant sur les évolutions à long terme.

Cette attitude est cohérente avec les impératifs de la "real-politik" des Etats et ceux du florissant commerce inter-allemand. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle a aussi ses justifications morales. Nombreux, notamment au sein des mouvements chrétiens, sont ceux qui n'oublient pas que ce sont les peuples d'Europe orientale qui ont le plus souffert du militarisme et du nazisme allemands. Il est donc prioritaire de combattre d'abord, en RFA, toutes les idéologies agressives, de guerre froide, d'"image de l'ennemi" (*Feinbild-ideologie*) et d'œuvrer à la réconciliation avec les peuples est-européens sans mettre en cause les régimes politiques. L'organisation protestante ASF, très importante dans le mouvement, qui organise depuis plus de vingt ans des chantiers de réconciliation, des actions de souvenir dans les camps de concentration, en Pologne notamment, est représentative de cette sensibilité.

Deux traditions

Depuis quelques années pourtant, les choses bougent entre les deux Allemagnes et, dans une moindre mesure, vis-à-vis du reste de l'Europe orientale. Une véritable dialectique des mouvements, de part et d'autre du "rideau de fer", se développe.

C'est une conséquence de l'évolution amorcée les années précédentes ; c'est aussi le résultat des activités de certains militants de RDA ; c'est surtout,

plus profondément, le fruit d'une double influence, religieuse d'une part, politico-culturelle de l'autre.

Les Eglises allemandes n'ont pas été séparées comme les Etats. En particulier l'Eglise protestante évangélique (luthérienne), dominante dans le nord de la RFA comme en RDA (80 % des chrétiens de la République démocratique), est organisée sur la base d'un fédéralisme provincial. Les liens restent étroits par-dessus la frontière. Cette Eglise a été marquée, au cours de son histoire, par une tendance à la compromission avec les divers appareils d'Etat, mais aussi par une tradition contestataire, progressiste et pacifiste, celle de l'"Eglise confessante" anti-nazie, des théologiens Karl Barth, Martin Niemöller ou Dietrich Bonhoeffer (exécuté par les nazis). Ce courant a joué un rôle considérable dans l'émergence du mouvement de paix en RFA et jusqu'au sein du Parti social-démocrate SPD. Il a joué un rôle tout aussi important en RDA, engageant dès les années soixante la lutte pour l'obtention du statut de "soldat sans armes" (*Bausoldat*), version limitée de l'objection de conscience accordée chaque année à quelques centaines de jeunes Est-Allemands.

Ce combat a abouti à la reconnaissance par les autorités de RDA en mars 1978 d'une « certaine responsabilité politique de l'Eglise en matière de lutte pour la paix ». Cet espace va être mis à profit pour développer un travail indépendant contre les programmes de préparation militaire dans les écoles et plus généralement contre la militarisation de la société, croissante à partir des années 1975-76.

L'adoption en commun, par les Eglises évangéliques des deux Allemagnes, lors d'une "semaine de paix" en 1980, du slogan « *faisons la paix sans armes* » marque une nouvelle étape. Suit la mise en place, par les Eglises est-allemandes, de "décades" de réflexions et de prières pour la paix. Le 13 février 1981, 5 000 jeunes rassemblés à Dresde pour commémorer le bombardement le plus meurtrier de la Deuxième Guerre Mondiale prenaient pour symbole

une statue offerte par l'URSS au siège de l'ONU de New York, illustrant la parole prophétique « *De leurs épées, ils forgeront des socs de charrues* » (*Schwerter zu Pflugscharren*). Il devenait l'emblème (vite interdit) du mouvement indépendant.

L'Eglise évangélique est ainsi apparue comme la structure d'accueil de la contestation en RDA, y compris pour l'autre tradition, celle d'un courant culturel et idéologique, marxiste-critique et socialiste, vivace. Ce courant, qui ne manquait pas de références anciennes, officielles (quoique dénaturées) en RDA (Rosa Luxembourg, Berthold Brecht) s'est développé au milieu des années 70, non sans rapport au mouvement de 68 à l'Ouest. Les autorités ont cru y mettre un terme en expulsant ses figures de proue (en particulier le chanteur communiste Wolf Biermann en 1975) et en tentant d'en "récupérer" quelques éléments.

La réunion d'intellectuels des deux Allemagnes les 12 et 13 décembre 1981, faisait sans doute partie de ces efforts de récupération, mais elle débouche sur un "Appel de Berlin" qui va bien au-delà des déclarations habituelles. Il est signé dans les deux Etats et, en particulier (fait hautement symbolique en RDA), par le pasteur Eppelman, figure de l'Eglise militante, et par le vieux communiste critique Robert Havemann : la confluence des deux traditions !

Deux traditions qui, l'une et l'autre, trouvent des formes d'expression dans les deux Etats allemands.

Une nouvelle dialectique Est-Ouest

A partir de là, le mouvement de paix indépendant est-allemand va se développer en écho à ce qui se passe à l'Ouest, mais sous des formes spécifiques : création de "Femmes pour la Paix" de Berlin-Est, du groupe de Iéna, activités à Magdebourg, Dresde, Cottbus, Weimar, etc., sur des thèmes anti-militaristes, féministes, écologistes, de solidarité interna-

tionale (Pologne, Nicaragua), le tout culminant au cours de l'été 1983 où les initiatives se multiplient : plusieurs milliers de personnes participent à l'assemblée de paix de la paroisse de Lichtenberg à Berlin-Est.

Au début, la répression de ces activités est limitée, les autorités ne voulant pas dégrader leur image auprès des mouvements de paix occidentaux. Elle va s'intensifier à partir de juin-juillet 83 (condamnation de Lothar Rochau à Halle et de R. Radow à Postdam, une sorte d'"avertissement" aux milieux chrétiens ; expulsion à l'Ouest de Roland Jahn et des animateurs du groupe de Iéna) et plus encore après les déploiements de missiles américains en RFA et les "contre-déploiements" de SS 21-22-23 en RDA. Ulrike Poppe et Barbel Bohley, les animatrices de « Femmes pour la Paix » sont arrêtées puis libérées sous la pression du mouvement de paix occidental. Parallèlement, pendant quelques mois (mars-avril 84), le gouvernement ouvre les vannes de l'émigration légale (40 000 personnes en profitent), un moyen de laisser partir les moins déterminés des pacifistes. Il s'efforce de limiter les voyages des militants de paix indépendants occidentaux en RDA.

C'est que l'effervescence de 1982-83 a fait évoluer les mentalités à l'Ouest. Les nouveaux acteurs "alternatifs" est-allemands ont été reconnus par ceux qui ne se contentent pas de la détente "par en haut", du type "*Öst-Politik*".

La deuxième convention européenne pour le désarmement nucléaire, qui se tient à Berlin-Ouest en mai 1983, a été de ce point de vue un événement fondamental. Seuls au sein du mouvement ouest-allemand, les Berlinoises du « Groupe de travail pour une Europe dénucléarisée » se sont battus pour donner toute leur place aux militants indépendants est-allemands et est-européens. Forts du soutien d'autres mouvements européens (italiens, néerlandais, français), ils ont marqué des points.

De plus, des expulsés de RDA, comme Roland

Jahn, viennent renforcer ce courant. Ils suivent l'exemple de Wolf Biermann et d'autres "anciens" exilés qui, une fois à l'Ouest, ne se rallient pas à la droite anticommuniste, mais continuent leur combat au sein des mouvements de gauche ou alternatifs.

Les Verts, sous l'effet de cette dynamique, vont, dans leur majorité, se réclamer de plus en plus nettement de ce nouvel état d'esprit, y compris face à Honecker et aux autorités est-allemandes qui les invitent à Berlin-Est en 1983.

Enfin, c'est à l'échelle européenne que s'organise la "détente par en bas", dépassant donc le simple dialogue inter-allemand. Les conventions de Pérouse (84) et Amsterdam (85), les initiatives du "Réseau pour un Dialogue Est-Ouest" et de nombreuses autres initiatives impliquent Allemands des deux Allemagnes, Polonais, Britanniques, Italiens, Hongrois, Scandinaves, Français, Tchèques, Soviétiques, Belges, Néerlandais, Suisses, des différents mouvements indépendants.

L'avenir des Allemagnes et l'avenir de l'Europe

L'évolution de ces dernières années a produit des effets sans doute irréversibles dans la perception qu'ont les militants ouest-allemands de la situation en RDA et en Europe de l'Est. Cela ne signifie pas que les réticences de certains d'entre eux aient disparu, mais la tendance est claire.

Par contre, deux conceptions s'opposent nettement, celle des "utopistes" dont se réclamait Petra Kelly (Verts), lors de la convention d'Amsterdam, privilégiant absolument les contacts "par en bas", et celle des "réalistes", que défendait lors du même débat Gert Weisskirchen (SPD), rappelant l'importance du maintien des canaux institutionnels de dialogue avec les autorités. Un tel débat de tactique concrète n'aurait certainement pas eu la même réso-

nance sans l'expérience politique des relations Est-Ouest vécues par les militants ces dernières années.

Débat sur le "comment ?" mais non sur le "pourquoi ?". Quand Barbel Bohley et Ulrike Poppe écrivaient de RDA au Bundestag de RFA contre l'implantation des missiles américains et quand les Verts de RFA protestent auprès du gouvernement de RDA contre l'implantation des SS 21-22-23 soviétiques, ils ne peuvent préfigurer ni les uns, ni les autres, une hypothétique unification des Etats allemands. Au contraire, ils s'accordent tous (tout comme la gauche du SPD et les groupes chrétiens) pour dire que la communauté culturelle allemande peut très bien se satisfaire de "plusieurs Etats" (trois avec l'Autriche), et que ce serait même préférable pour les Allemands et les Européens, compte tenu de l'histoire récente.

Il s'agit plutôt de contribuer à dégager ce "*ciel partagé*" (expression de la féministe est-allemande Christa Wolf) des nuages qui l'encombrent pour réconcilier toute l'Europe avec elle-même. ■



Un dossier de la rédaction de NON-VIOLENCE POLITIQUE.

128 pages, nombreuses illustrations.

- 45 F l'exemplaire,
- 400 F les 10 (port compris).

N.V.P. - 20, rue du Dévidet
45200 MONTARGIS

La démocratie dans l'action non-violente

par Wolfgang Sternstein

Wolfgang Sternstein est chercheur à Stuttgart. Il a étudié un grand nombre d'actions engagées, au cours de ces dernières années, par des "initiatives de citoyens" et des groupes de paix. Son article est une version abrégée d'un essai qu'il a écrit sur une des plus importantes actions du mouvement de paix allemand, exemplaire à plusieurs égards. L'auteur souligne le rôle primordial des "groupes d'affinités", pour faire connaître les actions et pour leur donner plus d'intensité.

Il analyse ici l'organisation en "groupes de base" lors de l'obstruction non-violente du dépôt d'armes nucléaires de Grossenstingen en août 1982.

L'obstruction non-violente de Grossenstingen a permis à l'action non-violente en Allemagne Fédérale d'atteindre un nouveau seuil de qualité. Nouvelle dimension due au soin apporté tant à sa préparation qu'à son organisation : travail préliminaire de deux ans sur place, plusieurs rencontres préparatoires à Tübingen, élaboration d'un manuel expliquant le caractère de cette action, ses buts ainsi que la façon dont est organisée et structurée une démocratie à la base. Par ailleurs, on a prévu aussi, dès le départ, trois jours de préparation en commun sur le lieu de l'action et trois jours pour une évaluation. Pour participer à l'action, il fallait : appartenir à un "groupe de base", ou "groupe d'affinité" et participer à un entraînement à l'action non-violente. Certes, l'action de Grossenstingen n'est pas exempte de critiques, (tout compte fait, il s'agit d'apprendre bien des choses à partir de nos erreurs) ; cependant, il serait fort dommage que le mouvement de paix et les groupes d'action non-violents en Allemagne Fédérale retombent en-dessous du niveau atteint à Grossenstingen.

Actions antérieures

En raison de la mauvaise qualité de ses terres et de son altitude, peu propice à une mise en valeur agricole, le Jura Souabe est truffé d'installations militaires (casernes, champs de manœuvres, dépôts de munitions). La population, essentiellement rurale et conservatrice, s'y est habituée et en tire même profit ; il en est de même dans la région de Pfälzer-Wald et dans la zone limitrophe de la RDA. Dans ces conditions, toute action non préparée, imposée de l'extérieur, se serait révélée désastreuse : « Voilà qu'arrivent les manifestants professionnels, les communistes, les casseurs et extrémistes de la ville ! », type de commentaire qui, de toute façon, était assez courant.

La campagne de résistance non-violente a les plus grandes chances de réussite lorsqu'elle émane de la population locale. Cette condition ne pouvant être remplie, une deuxième solution fut adoptée, un travail d'information de longue haleine, effectué avec soin et avec patience. Voilà pourquoi s'impose une

mise en garde contre toute transposition ou imitation irréfléchie, en d'autres lieux, de l'action menée à Grossenstingen : elle pourrait avoir plus d'inconvénients que d'avantages.

Un groupe pour la paix de Tübingen s'était efforcé, pendant deux ans, d'attirer l'attention du public de la région sur les six lance-roquettes stationnées là (chacun d'eux pouvant envoyer à 120 km une ogive d'une puissance double de celle de la bombe d'Hiroshima). Dans le cadre de cette campagne eut lieu, à Pâques 1981, une marche en étoile vers la caserne (2 000 participants). A Pâques 1982, ce sont 5 000 cyclistes qui y ont convergé. Au cours de l'été 1981, 13 personnes sont restées enchaînées devant la porte de la caserne pendant un jour et une nuit avant que la police finisse, le lendemain, par les éloigner. Encouragé par cette action, un groupe essaya régulièrement, pendant l'automne de la même année, d'entrer en contact avec les soldats, ce qui s'avéra très difficile.

Le système des groupes de base

L'obstruction de Grossenstingen, tout comme celle de Brokdorf et comme l'occupation du lieu de forage 1004, devait reposer sur le système des groupes de base, qui essaie d'accorder à chaque individu dans le groupe (ou bien au groupe dans un collectif de groupes) le maximum de droits pour débattre ou pour collaborer. Objectif : remplacer les structures de domination de toutes sortes par la collaboration entre individus ou entre groupes ayant des droits égaux. Ce système révèle clairement des influences anarchistes. Il a dû être essayé la première fois par des anarchistes espagnols. Mais la recherche, très caractéristique de ce système, d'un consensus dans l'élaboration d'une décision se retrouve aussi chez les Quakers américains. Les tentatives pour occuper les chantiers des centrales nucléaires de Sea-brook et de Diablo-Canyon émanèrent de groupes de base.

Les groupes doivent comporter de dix à quinze personnes (ce nombre variait de 4 à 23 à Grossenstingen) ; ils discutent et tranchent ensemble les questions les concernant. Le scrutin majoritaire est remplacé par un consensus. On vise à ce que, dans la mesure du possible, tous les membres du groupe de base soient d'accord entre eux. Cela ne se réalisant que rarement, il y a des solutions intermédiaires. On peut distinguer quatre cas possibles entre le consensus et le désaccord total :

- *consensus* : accord sans restriction aucune,
- *hésitation ou réserve* : malgré cela, participation à l'action,
- *fortes réserves* : aucune participation à l'action,
- *veto* : l'action ne peut avoir lieu avant le retrait de ce veto.

Les membres d'un groupe de base doivent préparer ensemble l'action à mener et rester si possible en contact pendant et après (en cas de procédure judiciaire). Ils désignent les deux *porte-parole* qui les représentent, ainsi qu'un *observateur* qui ne participe pas à l'action, mais qui rédige un compte rendu, informe les avocats et les familles, ramasse les choses qui ont été oubliées, etc. Les résultats des séances du groupe sont consignés par un *rapporteur* dans le manuel du groupe. Les porte-parole y inscrivent également les résultats des séances de l'assemblée des porte-parole. Le groupe de base peut aussi créer d'autres fonctions (aide à la discussion, observateurs lors des discussions, chronomètres, relations avec la presse et la police, etc.). On recherche une rotation régulière des différentes fonctions pour éviter la formation de "spécialistes" et de permanents.

Les porte-parole des groupes de base formaient, dans chacun des cinq villages de toile, l'*assemblée des porte-parole du village* qui se réunissait deux fois par jour. Le groupe de base auquel j'appartenais y envoyait chaque fois deux membres du groupe : un porte-parole du groupe et un rapporteur. Lors de la séance

suivante, le rapporteur devenait porte-parole et un nouveau membre devenait rapporteur.

L'assemblée des porte-parole du village ne devait pas être un organe de décision, mais servir seulement à faire connaître et à justifier les décisions du groupe et, au besoin, à élaborer des propositions de compromis. La manière de voir ainsi dégagée devait être répercutée dans les groupes par les porte-parole afin d'y être rediscutée, la première décision pouvant être confirmée, modifiée ou révisée. Les porte-parole faisaient à nouveau connaître la décision du groupe à l'assemblée des porte-parole du village, etc. Comme il y avait cinq villages, il s'avéra nécessaire de créer une importante structure de communication – *le Conseil général des porte-parole* – par-dessus les assemblées des porte-parole des villages. Il devait être composé de deux représentants par village et servir uniquement à l'échange d'informations. Il devait se réunir une fois par jour dans chacun des cinq villages de toile tour à tour, ceci afin d'éviter que tout soit centralisé dans le plus grand d'entre eux. Ce Conseil général des porte-parole reçut plus tard l'appellation de *petit Conseil général des porte-parole*. Deux membres, parfois même bien plus, provenant de groupes qui participaient à l'action, assistèrent à la première séance de l'assemblée des porte-parole qui s'est tenue au campement d'Erpfingen. Les compétences de ce *grand Conseil général des porte-parole*, comme on l'appela ultérieurement, étaient toutefois très bien définies :

- adoption du projet de l'action ;
- modifications essentielles (par exemple : renonciation au principe de non-violence) ;
- interruption de l'action.

Le grand Conseil général des porte-parole fut ainsi en quelque sorte l'"assemblée constituante" de la "République libre de Grossenstingen". Il pouvait se réunir à la demande de l'assemblée des porte-parole d'un village, mais il ne s'est tenu qu'une seule

fois – au début – puisqu'aucune modification essentielle ni interruption de l'action n'ont été à l'ordre du jour.

Dans un tel système, l'idée suivante est fondamentale : dans toute la mesure du possible, les décisions sont prises par ceux qui sont directement concernés. Ainsi ce sont les groupes de base préparant l'"obstruction non-violente" qui doivent se mettre d'accord sur leur mode d'action respectif – dans le cadre du caractère fondamental non-violent de cette action. De la sorte, les séances des assemblées des porte-parole devraient être allégées, et on éviterait aussi que quelques groupes ne se sentent sous la contrainte ou bien pénalisés parce que mis en minorité.

L'obstruction non-violente

L'impatience du lecteur d'apprendre enfin quelque chose sur l'obstruction non-violente correspond tout à fait à celle des participants qui attendaient le dimanche 1^{er} août. En effet, ce qui se produirait n'était pas encore clair du tout. Est-ce que des lances à eau, du gaz lacrymogène ou des gourdins seraient utilisés ? Est-ce qu'on ferait évacuer les campements ? Serait-il possible de maintenir la discipline non-violente ?

Dès le mercredi, la zone interdite du "camp spécial d'Engstingen" avait été agrandie et entourée d'une barrière de fil de fer barbelé. De cette façon, la *Bundeswehr* bénéficiait de deux issues supplémentaires – la route d'accès et un chemin vicinal – qui se trouvaient cependant si proches l'une de l'autre qu'elles pouvaient être simultanément bloquées sans difficulté aucune.

L'obstruction non-violente commença le 1^{er} août à 12 heures et prit fin le 8 à 13 heures. Des équipes occupèrent le terrain 24 heures sur 24 par postes de six heures. Chaque équipe était composée de six

groupes de base : trois s'asseyaient sur la chaussée, trois autres (la réserve) se tenaient prêtes au bord de la route.

La première des dix-sept évacuations qu'il y eut au total se produisit le dimanche soir vers 21 heures. Des camions de la *Bundeswehr* transportant des sentinelles ou du ravitaillement s'approchèrent à quelques mètres des personnes qui bloquaient la route, tranquillement assises. Alors la police entra en action. Plusieurs véhicules d'intervention arrivèrent. Une centaine de policiers s'approchèrent. Avec des porte-voix, leur chef somma ceux qui bloquaient la route de l'évacuer, sinon il serait dans l'obligation de le faire en utilisant sur le champ la contrainte physique. Comme on n'obéissait pas à ces injonctions, les policiers avancèrent, mais sans gourdins ni casques ni boucliers, afin de porter les manifestants sur le bord de la route et de relever leur identité. D'autres formèrent une chaîne au bord de la route, pour éviter que les manifestants n'y retournent. Plus tard, un car emmena les manifestants à quelques centaines de mètres de là pour un contrôle d'identité. Environ 380 des 750 participants à l'obstruction non-violente furent provisoirement arrêtés de cette manière et, comme ils ne pouvaient pas décliner leur identité, ils furent remis au service anthropométrique. La police engagea des poursuites contre ceux qui avaient été arrêtés.

Eduquer à la démocratie

Le modèle d'une démocratie à la base, tel qu'on l'a pratiqué à Grossenstingen, a-t-il fait ses preuves ?

Tout d'abord une remarque de principe. Winston Churchill aurait affirmé : « La démocratie parlementaire est la pire forme de gouvernement, excepté les autres ! ». Cette thèse, avancée avec beaucoup d'humour anglo-saxon et de bon sens, contient une certaine part de vérité. A mon avis, Churchill voulait dire par là : la démocratie parlementaire a des

points forts et des faiblesses. On peut l'améliorer et elle en a besoin. Mais, actuellement, nous n'avons pas de meilleure forme de gouvernement, du moins aucune qui aurait subi, avec succès, le test d'une réalisation plénière. Ceci laisse le champ libre aux expériences visant à améliorer la démocratie parlementaire ou bien à la remplacer par une meilleure forme de gouvernement.

Je considère le système "groupes de base" comme un tel champ d'expérimentation d'une nouvelle démocratie. Je ne fais donc aucun cas des batailles idéologiques où l'on s'enlise, les uns maudissant en bloc "cet Etat" et "ce système", les autres considérant les adeptes d'une démocratie à la base comme des adversaires de la démocratie et les rapprochant des fascistes. A mon avis, une attitude objective, franche et expérimentale, pourrait contribuer à enlever en douceur le bandeau que certains ont sur les yeux.

On doit faire la distinction entre *fonction* (emploi que l'on occupe, rôle social, etc.) et *personne*, de même que l'on doit également la faire entre systèmes de gouvernement et citoyens. Le meilleur système de gouvernement échoue si les hommes et les femmes ne valent rien ; inversement, lorsque les hommes et les femmes sont valables, ils peuvent transformer même un mauvais système de gouvernement pour qu'il corresponde à leurs besoins. Par conséquent, on ne peut pas discuter la question du système de gouvernement ou celle du modèle d'organisation indépendamment des hommes et des femmes. Les gens qui venaient à Grossenstingen n'étaient pas sans expérience ; c'étaient plutôt des produits de notre système social et politique avec, chez certains, des modèles de comportement anti-démocratique profondément ancrés ; dans le meilleur des cas, c'étaient des novices à l'école de la démocratie. En outre, il y avait des attitudes fondamentalement différentes vis-à-vis du système "groupes de base" : du refus catégorique à l'approbation enthousiaste.

La question décisive est donc la suivante : le nouveau modèle d'organisation a-t-il déclenché des processus d'apprentissage à plus de démocratie ? Pour ma part, je répondrai à cette question par l'affirmative, et sans restriction. Lors des séances de groupes, nous avons appris à écouter les autres d'une oreille plus attentive, à être plus tolérants, à chercher des compromis que nous pouvions défendre, à mettre en question notre point de vue et à l'examiner de manière auto-critique, à faire la différence entre notre point de vue et celui du groupe lorsqu'on parle en son nom, à distinguer l'essentiel de l'accessoire et à respecter la façon dont évoluent la discussion, l'état d'esprit et les sentiments des participants. A travers les autres, nous avons aussi sans doute fait ressortir plus clairement nos points forts et nos faiblesses. Etre capable de tolérance, de sincérité et avoir une attitude conciliante, dépendait à un haut degré, d'après mes observations, de la confiance que l'individu ou le groupe témoignait aux autres. La formation de structures de domination a pu, dans une large mesure, être évitée. Voilà pour l'actif du bilan.

D'un extrême à l'autre

Maintenant le passif. J'ai observé un fort penchant à jeter l'enfant avec l'eau du bain, c'est-à-dire à tomber dans l'extrême inverse : la totale paralysie des assemblées et des conseils ! Cela alla si loin que les débats n'étaient plus possibles au sein des assemblées de porte-parole. Je doute que cela était raisonnable : on aboutit à l'immobilisme, à la rigidité et même, dans certaines situations, à la paralysie de tout le système. On aurait pu y remédier en accordant au porte-parole une marge de manœuvre préalablement définie, comme cela fut d'ailleurs le cas dans quelques groupes. Mais cela voulait dire que des individus ou des groupes devaient quelque peu renoncer à leur autonomie jalousement gardée.

Les séances des assemblées de porte-parole se déroulaient souvent de façon chaotique. Elles étaient encombrées de choses accessoires ; elles traînaient en longueur ; l'impatience et la nervosité firent leur apparition ; les conflits de personnes passèrent au premier plan. On utilisa bien trop peu les aides proposés dans le manuel (aides à la discussion, observateurs, chronomètres). L'inexpérience de nombreux porte-parole eut ici des conséquences négatives. Face à cette situation politique primitive, on prit conscience de la valeur considérable des règlements (chartes, constitutions, ordres du jour). Ce ne sont pas des instruments de manipulation, comme beaucoup le croient, mais aussi le fruit d'expériences vécues dans de nombreux conflits, expérience qui peu à peu se transmet sous forme de règles bien établies.

Les assemblées de porte-parole firent trop peu usage de la possibilité qu'elles avaient de déléguer leurs compétences ou de mettre en place des groupes de travail ; là où elles le firent, elles manipulèrent trop à la légère les résultats qu'elles avaient obtenus. Vu de façon formelle, il est vrai qu'elles n'avaient pas du tout les compétences voulues pour déléguer elles-mêmes des compétences.

La communication était souvent mauvaise et parfois inexistante. Il y eut une multitude de malentendus, de lacunes, de fautes de transcription, de rumeurs. La paperasserie, par le biais de déclarations, de mises au point, de propositions, prit des formes particulières. La tendance à agir sous sa propre responsabilité se développa parce que le processus d'élaboration des décisions paraissait trop lent et trop pénible, et qu'il finissait souvent en queue de poisson. Un sentiment de frustration, dû à des séances interminables, se répandit ; chez certains, le désintérêt et le refus du système des groupes de base se firent même sentir. C'était surtout inquiétant pour la raison suivante : la tendance à tomber dans l'autre extrême et à courir après un "Führer" quelconque gagnait du terrain.

Le droit de veto s'avéra très problématique. Conçu au départ comme frein de secours lorsque des participants à l'action pensent que le caractère fondamental de celle-ci ou que des valeurs morales fondamentales sont menacées, sa fonction subit une profonde modification. On l'utilisa :

- comme moyen de pression pour bloquer un consensus qui s'esquissait ;
- pour mettre un terme à une discussion qui traînait en longueur (guillotine) ; à l'origine, veto voulait simplement dire, en fait, que la discussion était à nouveau ouverte ;
- pour exprimer un désaccord personnel ;
- pour exercer du pouvoir, pour obtenir sous la contrainte de la considération ou bien pour s'attirer les bonnes grâces des autres.

En théorie, le droit de veto donne à l'individu un pouvoir formidable. Par son veto dans le groupe de base, il peut bloquer une décision que tous les autres approuvent. Le groupe dont il fait partie est alors dans l'obligation de transmettre le veto à l'assemblée des porte-parole du village et celle-ci, à son tour, au conseil général des porte-parole. Le sort de l'action est, en quelque sorte, entre les mains de chaque participant. Cela signifie une tentation très grande d'abuser du pouvoir. Quiconque est plus ou moins ignoré, peu estimé ou en permanence mis en minorité, se sent tout à coup au centre de l'intérêt.

Si le scrutin majoritaire comporte le danger d'une dictature d'une majorité sur une minorité, le principe de consensus comporte un danger de dictature d'une minorité sur une majorité. Peter Aichelin fit remarquer : « Ainsi, ce n'est pas une majorité parlementaire non démocratique qui l'a emporté, mais souvent une minorité dictatoriale de la base qui faisait passer la proposition la moins radicale grâce à une menace de veto ».

On chercha à contre-carrer ces abus de pouvoir par toute une série de mesures :

- par une exclusion "sociale" (quiconque utilisait trop souvent son droit de veto s'aliénait la sympathie des autres) ;

- par des règlements stricts (veto seulement de la part des groupes, uniquement par écrit avec exposé des motifs, ceci en cinq exemplaires, c'est-à-dire une copie pour chaque campement) ;

- par des appels répétés à n'opposer un veto que quand quelque chose de fondamental est en jeu.

D'après mes observations, le système de consensus a fait ses preuves. D'une tout autre manière que le scrutin majoritaire, il oblige à prendre en compte les minorités et à considérer leur point de vue au cours du processus d'élaboration de la décision, pour arriver à augmenter le nombre de personnes susceptibles de prendre la décision. Ceci est surtout important lorsqu'on renonce délibérément à tout moyen de contrainte extérieur vis-à-vis d'un comportement déviant.

Mais il faut mettre les gens en garde contre de trop grands espoirs. Ainsi peut-on lire dans le manuel d'action : « Comme les bonnes idées et tous les points de vue possibles sont pris en considération, et comme ils peuvent se glisser dans les différentes propositions faites, la probabilité de trouver de nouvelles et meilleures possibilités de solution augmente. Mais on ne doit pas seulement arriver à de meilleures solutions ; on doit aussi augmenter la confiance et la communauté. » En réalité, comme l'exemple de la discussion autour de l'obstruction non-violente finale en témoigne, aucune proposition meilleure ne s'est jamais imposée. Au lieu de la confiance en la communauté, c'est souvent la colère à son égard qui s'est répandue.

Le système des groupes de base tel qu'il fut pratiqué à Grossengstingen ne constitue pas le point final. Il a des avantages considérables, mais aussi de grandes faiblesses. Il confère à l'individu des droits de participation considérables, mais il suppose des

gens conscients de leurs responsabilités, tolérants, expérimentés, en un mot des gens mûrs. Le plus gros point faible de ce système est sa lenteur et sa pesanteur. Il s'avéra d'autant plus inefficace que le niveau auquel les décisions étaient prises était élevé, que la pression exercée pour prendre une décision était grande et que les divergences de vue étaient profondes. Il est peu approprié en cas de décisions rapides à prendre. Or, il existe des situations où il faut décider rapidement. On ne s'est toujours pas inspiré de ma suggestion de créer, dans ce cas, un "conseil de confiance". Elle est encore, à l'heure actuelle, digne d'être prise en considération.

Bilan

L'action de Grossengstingen a-t-elle été un succès ? La réponse à cette question dépend essentiellement des espoirs que l'on mettait en elle. C'est pourquoi les participants donneront des réponses différentes. La mienne est la suivante : oui, ce fut un succès. Ses effets sur le public furent énormes et pour la plupart positifs. La discipline non-violente fut respectée à une exception près. L'action ne s'est pas épuisée dans des déclarations négatives et dans des opérations de résistance ; elle fut au contraire accompagnée d'un programme constructif sous forme d'une semaine pour la paix, de cohabitation et de coopération non-violente, d'actions de jeûne, d'exercices de défense populaire, etc.

Le système des groupes de base a également fait ses preuves – avec certaines restrictions. Les conflits internes nombreux et vigoureux eurent en tout cas pour conséquence que les participants se sont tournés vers l'intérieur, ceci au détriment de l'efficacité extérieure de l'action. Mais où devons-nous apprendre à résoudre les conflits de façon non-violente et à agir humainement avec autrui, sinon entre nous ? Nous ne séduirons d'autres gens et ne les gagnerons à notre cause que si nous parvenons à faire vivre quelque peu l'esprit de nos actions et à réaliser quelques-uns des objectifs que nous poursuivons. C'est seulement ainsi que nos rangs s'accroîtront. C'est seulement lorsque nous parviendrons à régler de façon non-violente les conflits qui existent entre nous que nous serons en mesure de régler les conflits sociaux de manière non-violente. J'ai confiance : petit à petit, le filet d'eau attaque le roc.

■

*Traduit de l'Allemand par Geneviève Bäuer
et Gérard Noël*

*Version abrégée d'un article publié
en mars 1983 dans "Friedensbewegung zwischen
Gewalt und Gewaltfreiheit" du "Komitee für
Grundrechte und Demokratie"*

Un groupe parmi d'autres

par Hans-Konrad Tempel

Hans Konrad Tempel, membre des Quakers, fondateur des "marches de Pâques" dans les années 1960, est actuellement président du Comité de direction de la "Bildungs- und Begegnungsstätte für gewaltfreie Aktion" à Wustrow (qui correspond au Cun du Larzac). Il travaille pour la formation continue des enseignants. Son article montre comment fonctionne "une initiative de paix" locale. C'est une image du mouvement de paix vu à travers un groupe pris au hasard parmi des centaines d'autres.

AHRENSBURG est une ville de 27 000 habitants, située au nord-ouest de Hambourg ; on la nomme (à cause de ses nombreux jardins et allées d'arbres) "ville au vert". On y trouve beaucoup de petites entreprises et quelques industries (tabac, le consortium Springer avec la plus grande imprimerie héliographique d'Europe) et aussi un pittoresque château sous de très vieux arbres : c'est l'emblème de notre ville, dans l'ensemble "bourgeoise".

Les habitants votent en majorité conservateur : la municipalité est formée d'une coalition de tous les partis, les socio-démocrates représentant la seconde force politique.

I. La situation en 1985

En janvier 85, notre "initiative pour la Paix" a été autorisée à montrer dans le hall d'entrée de la mairie la grande exposition "Images de la guerre". Cette exposition montée par la revue Stern, avait déjà été visible dans de nombreuses grandes villes d'Europe. A Ahrensburg, elle a été vue par des centaines de visiteurs, ainsi que par de nombreuses classes accompagnées de leurs enseignants. La presse a détaillé de manière très positive le contenu de cette exposition.

Trois mois plus tard, nous avons fait à la municipalité une demande de jumelage entre Ahrensburg et une ville d'un pays de l'Est, de préférence soviétique (suivie de peu d'une demande de jumelage avec une ville des Etats-Unis). Nous avons recueilli pour cette demande plus de 1 000 signatures et avons ainsi indirectement incité deux autres groupements de notre ville (l'"Union Européenne" et l'Office de tourisme) à faire des démarches pour un jumelage avec une ville espagnole. Nous espérons que cette initiative ira vers des contacts au-delà des frontières et à long terme vers une meilleure compréhension mutuelle des peuples.

Il n'y a pas eu à Ahrensburg de manifestation officielle pour le 40^e anniversaire de la libération du fascisme, le 8 mai. Comme nous voyons, dans notre "initiative pour la paix", un lien étroit entre la lutte contre le fascisme et celle d'aujourd'hui pour la paix, nous avons décidé une cérémonie commémorative au petit cimetière juif depuis longtemps oublié, suivie d'un dépôt de gerbe sur l'une des tombes. Une jeune femme nous a rapporté l'histoire des juifs de notre ville ; dans une deuxième allocution, nous a été explicitée la signification politique de la libération, avec, entre autres, des citations de dernières lettres de résistants français condamnés à mort. De nombreuses personnes, parmi les 160 présentes, ont pleuré à l'écoute des dernières lignes écrites par un jeune Russe de 14 ans, interné dans un camp de la mort : « Et si tout le ciel était papier et toutes les mers du monde encre, je ne pourrais pas décrire l'injustice que je vois ici... ». Nous avons obtenu que le cimetière, habituellement fermé, soit ouvert pour quelques heures. La plupart des participants, parmi lesquels six élus municipaux, plusieurs pasteurs et des parents accompagnés de leurs enfants, n'étaient jamais venus auparavant dans un cimetière juif. La presse était absente...

2. Fonctionnement et formes d'actions

Voici la première partie du tract où nous présentons « ce que nous sommes et ce que nous voulons » :

Ce qu'est et ce que veut l'initiative pour la paix

Fin avril 1981 se sont rencontrés 90 habitants d'Ahrensburg et des environs pour échanger leurs vues sur leur responsabilité face au danger croissant de guerre. Après une discussion animée à propos de la menace nucléaire en Europe, les personnes présentes furent d'accord sur le fait que c'était la population elle-même qui devait agir pour le main-

tien de la paix ; c'est ainsi que fut créée l'initiative pour la paix d'Ahrensburg.

Ces hommes et ces femmes sont d'âges et de métiers divers. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais eu d'activité politique auparavant ; d'autres sont membres de syndicats, de partis politiques, d'organisations pacifistes, groupes de jeunes ou de femmes, ou encore du mouvement écologiste ou de l'Eglise.

Par delà leurs opinions diverses, ils sont tous liés par le souci du maintien de la paix. C'est la raison pour laquelle ils s'engagent, laissant de côté les opinions qui les séparent. La base de ces activités a été l'"Appel de Krefeld", qui s'élève contre le stationnement de nouvelles fusées nucléaires à moyenne portée en Europe.

L'initiative pour la paix d'Ahrensburg veut permettre une discussion ouverte sur les causes des guerres et les garanties de la paix. Tous ses membres considèrent que l'information réciproque et la réflexion critique sont une tâche pour chaque citoyen. Les problèmes du maintien de la paix sont tellement importants que nous ne pouvons les laisser aux seuls politiciens : nous sommes tous coresponsables.

En 1982, nous avons fait répandre un symbole de notre travail pour la paix, qui s'est propagé à l'aide de milliers de badges et d'autocollants ; nous avons distribué, ces dernières années, plus de 50 000 tracts. Nous avons pratiqué les formes d'actions suivantes :

- 1) Stands avec panneaux et ventes de livres au marché hebdomadaire de notre ville (environ 8 fois dans l'année).
- 2) "Silence pour la Paix" (chaque vendredi après-midi devant la mairie, avec environ 200 participants, cela pendant une heure et durant plus de 18 mois).

LA CHARTE DU GROUPE D'AHRENSBURG

Nous sommes :

- pour le démantèlement des armes de destruction massive
- pour un désarmement progressif, des zones dénucléarisées, la démilitarisation des conflits
- pour une collaboration constructive dans le respect des propositions de chacun, l'élaboration d'une confiance réciproque
- pour un monde plus "civilisé" (droit de manifester, femmes dans l'armée ?, objection de conscience)
- pour des informations sur l'horreur des guerres
- pour le droit à l'auto-détermination et la justice
- contre les armes atomiques, biologiques et chimiques
- contre une poursuite de la course aux armements, la confrontation militaire
- contre le système de dissuasion nucléaire
- contre la militarisation du quotidien
- contre la minimisation des dangers encourus
- contre toute intervention et exploitation

Cela implique que nous nous informions et transmettions ensuite à d'autres l'information sur :

● Les nouvelles stratégies de l'OTAN :

- leurs conditions et conséquences politiques, psychologiques et économiques ;
- les fusées Pershing II, etc. ;
- les concepts alternatifs ;
- les plans de guerre nucléaire ;
- les "images d'ennemi".

● Les liens entre armement et économie :

- conditions économiques du surarmement ;
- mouvement de paix et monde ouvrier, syndicalisme ;
- reconversion des industries de l'armement.

● Les liens entre paix et justice :

- conséquence du surarmement sur le Tiers-Monde ;
- solidarité ;
- exportations d'armes par la République fédérale.

3) Marches de protestation à l'intérieur de la ville et participation à de grandes manifestations à Hambourg, dans les villes du nord de l'Allemagne et à Bonn.

4) Déplacement à Mutlangen, près de Stuttgart, premier lieu de stationnement des Pershing II.

5) Manifestation lors d'une séance du Conseil municipal. Environ 200 personnes ont fait plusieurs minutes de silence en guise de protestation ; avec des panneaux portant les lettres de l'alphabet nous avons formé sur l'un des côtés de la pièce les mots "Sauvons-nous d'Hiroshima".

6) Jeûnes publics pour la paix de plusieurs jours (1982 et 1984, devant l'Hôtel de ville, avec environ 20 participants).

7) Die-in (c'est-à-dire se laisser tomber et rester couché sans bouger) sur la place du Marché, le jour anniversaire d'Hiroshima (avec environ 30 participants, en majorité assez jeunes).

8) Occupation non-violente d'installations militaires.

9) Quêtes pour le Tiers-Monde, en lien avec un groupe d'Eglise.

10) Représentation théâtrale sur la bêtise humaine.

11) Conférences publiques sur les gaz toxiques et la dioxine, les problèmes juridiques concernant le stationnement des missiles atomiques, nos responsabilités face au Tiers-Monde, etc.

12) Discussions publiques, présentations de films et récitations de texte.

13) Séminaires internes lors de week-ends sur, entre autres, la désobéissance civile, l'Afghanistan, les conceptions alternatives de défense, les politiques extérieures de l'Union soviétique et des U.S.A.

14) Exposés, dans le cadre de nos rencontres sur, entre autres, l'histoire du mouvement pour la paix, la problématique de la "guerre des étoiles", la loi sur la protection civile.

3. Conditions de notre travail

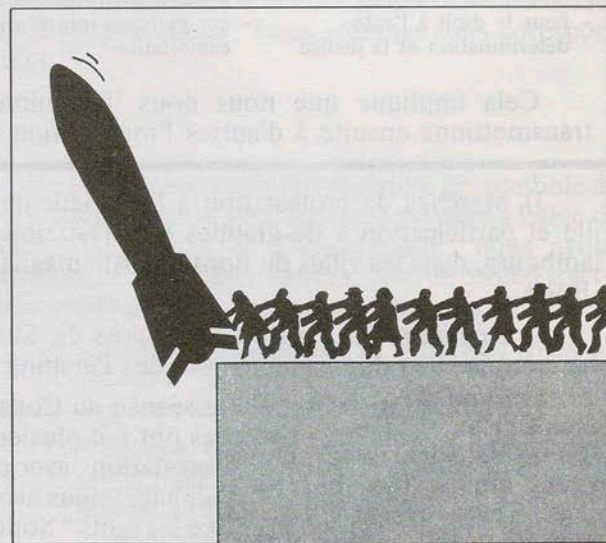
en commun

Nous n'avons pas de "membres" au sens propre du terme ; dans notre fichier, nous avons actuellement environ 200 adresses d'individuels ou de familles. Depuis 1981, environ 40 personnes très actives dans l'initiative pour la paix ont déménagé de la ville ; sans cesse, de nouvelles personnes sont venues poursuivre les activités.

Il n'y a pas d'instance dirigeante qui prendrait des décisions que d'autres auraient à exécuter ; personne ne nous donne de directives et personne ne travaille pour nous ; ce que nous voulons, nous devons le décider et le faire nous-mêmes. Nous nous rencontrons une fois par mois pour une réunion plénière ; nous prenons du temps pour des discussions de fond, pour partager des informations sur notre travail et prendre des décisions. Nous nous sentons tellement liés par notre travail en commun et

par la menace qui pèse sur l'humanité que nous nous tutoyons. Lors de la réunion plénière qui a eu lieu peu de temps avant l'installation des missiles américains, 90 personnes de 16 à 80 ans étaient présentes ; depuis, nous formons un noyau de 30 hommes et femmes, auxquels s'ajoutent une cinquantaine d'autres personnes.

La préparation de ces réunions plénières est faite par ce qu'on nomme le "Comité de coordination" qui ne fait pas sa propre politique, mais tout au plus – lorsqu'on peut supposer le consensus – prend des décisions urgentes, donne les informations à la presse et est l'interlocuteur des autorités officielles.



La plus grande partie du travail de l'initiative pour la paix, à savoir la préparation des actions et l'élaboration des tracts, se fait dans les groupes compétents qui sont ouverts à tous, fonctionnent sans "leader" et définissent les responsabilités en fonction des besoins.

Depuis le début de notre travail, nous avons adopté le principe du consensus qui nous a été proposé par trois Quakers. Ce principe, et la confiance réciproque qui en a résulté, a fait que, pas une seule fois jusqu'à présent, des membres de partis politiques (communiste, social-démocrate ou Verts) ou des personnes de motivation essentiellement chrétienne, n'ont essayé d'imposer des décisions prises dans leurs instances nationales ou régionales. Nous argumentons dans l'espoir de convaincre les autres ; le travail en commun est pour nous plus important que la réalisation de chacune de nos conceptions individuelles. Lorsque nous ne pouvons arriver à un accord, nous renonçons à prendre une décision, ou alors nous encourageons les groupes en question à réaliser leurs idées en dehors de l'initiative pour la paix. Ce respect mutuel fait que les choses se passent chez nous autrement qu'en beaucoup d'endroits : il n'y a par exemple jamais eu de lutte pour la formulation des tracts ou pour les informations à donner à la presse. Celui qui formule ces textes sait sur quoi nous sommes d'accord et ce qui est contesté.

Nous reconnaissons d'ailleurs aujourd'hui que, pour l'efficacité de notre action, il a été nécessaire, au début de notre travail en commun, de renoncer à d'intenses discussions dues à nos divergences politiques.

Depuis, nous pensons qu'il est nécessaire que nous nous stimulions à exposer les conceptions du monde qui sont sous-jacentes à notre action, ainsi qu'à expliciter les motivations qui nous poussent à agir. Nous espérons ainsi pouvoir apprendre les uns des autres.

Un des moyens importants qui permet de garder et renforcer les liens, est celui qui consiste à envoyer régulièrement des lettres circulaires en guise d'invitation pour la réunion à venir. Elles contiennent une proposition d'ordre du jour, un compte rendu de la dernière réunion, ainsi que des renseignements sur les actions et les rencontres des différents groupes de travail.

4. Tensions entre conception

traditionnelle de l'action et action directe

Dès le début de nos activités, certains d'entre nous ont eu une activité politique régulière, cela avec l'assentiment des autres, mais hors du cadre de l'initiative pour la paix.

Ainsi, lors du jeûne qui nous a valu une grande reconnaissance publique, il a permis aux participants communistes de faire une expérience politique intéressante, car pour la première fois ils n'ont pas été repoussés brusquement par le public, ce qui a fondamentalement contribué à la confiance réciproque. De même, à Pâques 1983, trente d'entre nous ont décidé de prendre part à l'occupation non-violente d'un dépôt d'armes nucléaires au nord de Hambourg ; nous avons constitué trois "Bezugsgruppen" (1) qui, avec 1 200 autres personnes du nord de l'Allemagne, ont participé à cette action de 3 jours. En raison du travail constructif réalisé jusque-là et des questions qui revenaient sans cesse vers les groupes, nous avons pu avoir à plusieurs reprises une influence sur l'ensemble de l'action :

(1) *Bezugsgruppe* : groupe de 10 à 15 personnes se préparant ensemble pour une action définie. Cette préparation, à partir des motivations, de la prise en compte des risques par chacun, de la réflexion sur d'éventuelles poursuites en justice, sur les buts, les moyens, est particulièrement importante et comporte aussi un entraînement pratique aux techniques d'action non-violente (voir *Non-violence politique*, n° 55, janvier 83).

- nous avons obtenu, lors de la réunion de préparation, à laquelle participaient plus de 100 personnes, que soit retirée la radiation de la non-violence comme principe d'action ;

- nous avons obtenu qu'on revienne sur la décision de ne pas informer la police de tous les détails de l'action ;

- nous avons participé à la conférence de presse finale et avons pu relativiser les prises de position unilatérales et parfois déformées de nos propres camarades, concernant la partie adverse ;

- parce que cela leur importait, d'eux d'entre nous se sont adressés à la direction de police compétente, pour leur permettre de comprendre ce qui se passe dans la tête de ceux qui ont fait le choix de la non-violence.

Toutes ces activités ont été rapportées à la réunion plénière à Ahrensburg, afin que chacun puisse s'interroger sur nos attitudes et les décisions qui en ont résulté.

Un an après, lorsqu'un groupe des nôtres, surtout des jeunes, a voulu se joindre à une autre action au même lieu, nous n'avons pas pu donner notre adhésion. En effet, dans l'appel à l'action, il était question de la possibilité d'user de violence contre des objets (ex. : couper des clôtures), et une hache apparaissait sur l'un des tracts (symbole d'une volonté de destruction).

Pour diverses raisons, ce projet nous paraissait problématique ; aussi, quoique nous ayons décidé que cette action n'était pas une action pour notre initiative pour la paix, nous avons encouragé ces jeunes à faire ce que leur conscience leur dictait et nous les avons assurés de notre solidarité en cas de difficultés.

Un dernier exemple : deux d'entre nous, qui n'habitent plus aujourd'hui à Ahrensburg, ont été condamnés à Mutlangen pour avoir participé

plusieurs fois à des actions de désobéissance civile (entre autres notre fille âgée de 22 ans, qui va bientôt faire 40 jours de prison pour avoir participé à des occupations d'un site nucléaire d'une durée de 2 et de 4 minutes).

Aussitôt, tous ont exprimé leur solidarité et une dizaine d'entre nous se sont rendus au procès (à 700 km au sud d'Ahrensburg) et beaucoup les accompagneront sur le chemin de la prison.

C'est bien parce qu'il y a place pour de telles actions directes, qui pour certains d'entre nous sont motivées de façon pressante par notre conscience, que nous n'avons pas jusqu'à présent vécu de divergence fondamentale sur ce que nous avons voulu réaliser localement ensemble. Dans notre travail en commun, il nous apparaît moins primordial d'exprimer nos conceptions politiques que d'atteindre nos concitoyens. A long terme, nous aimerions créer le doute face à la logique de la course aux armements et de la méfiance, en faisant croître la conscience d'une responsabilité globale et active. Dans cette démarche, il est important pour nous d'apparaître à nos concitoyens comme des personnes sérieuses, constructives, qui défendent des idées sensées.

De cette manière, nous espérons que nos conceptions politiques et nos valeurs seront prises en considération et contribueront à une progressive évolution des mentalités. ■

Traduit de l'allemand
par Monique Eschbach

Introduire la défense sociale

par Theodor EBERT

Theodor EBERT est l'un des chercheurs les plus connus sur les stratégies de défense non-violente (voir ANV n° 17 et Non-Violence politique n° 58). Voici un exposé qu'il a présenté lors de l'Assemblée générale du Mouvement de la Réconciliation à Schney le 1-6-1984, et lors du colloque organisé par les Verts au Bundestag le 17-6-1984.

Au sein du mouvement de paix, la discussion sur ce qu'on appelle « concepts alternatifs de sécurité » reste dans un flou surprenant. Cette démarche ouverte, pluraliste, est adéquate tant qu'il s'agit de rechercher les informations nécessaires et de les faire connaître. Mais cette discussion doit avoir pour but de préparer des décisions relatives à un concept de défense précis et leur mise en œuvre opérationnelle.

Au sein du mouvement de paix on ressent fortement la nécessité d'un consensus à cause des projets d'action à court et moyen terme, qui sont généralement des actions de protestation. Lorsque *différents* concepts de défense alternatifs sont exposés au cours de meetings qui doivent exprimer l'ensemble du mouvement de paix, le sentiment d'appartenance au mouvement de paix agit comme une brume matinale qui recouvre les prés et les forêts, les vallées et les montagnes d'un voile unitaire, gris et alternatif. Aujourd'hui mon objectif – peut-être présomptueux – est de dissiper cette brume au soleil de l'intellect, et de donner couleur et profil à ces modèles alternatifs qui se concurrencent et se recourent.

La brume que je voudrais dissiper aujourd'hui s'exprime dans le mouvement de paix par la formulation suivante, qui répond au besoin de consensus :

d'abord, à *moyen terme*, une stratégie conventionnelle purement défensive, et ensuite, à *long terme*, une défense sociale reposant exclusivement sur une résistance civile.

Les modèles de défense alternatifs : que doit-on exiger d'eux ?

Je pars de la supposition selon laquelle – comme le disait Dietrich Bonhoeffer dans son discours de Fanö en 1934 – la paix ne peut être assurée, mais elle doit être *osée*. Je suis cependant d'avis qu'il existe un besoin fondé et historiquement croissant, une capacité de résistance, qu'une politique de défense d'un état démocratique doit respecter. Le but d'une telle politique de défense doit être de défendre, si nécessaire, les acquis démocratiques contre une intervention armée. Et il me semble qu'il existe des acquis démocratiques en République Fédérale, même si, après la guerre, un certain nombre de choses n'ont pas été acquises mais nous ont été imposées de façon bienveillante dans le cadre de la rééducation. Mais, au plus tard en 1967, les générations suivantes se sont efforcées, au sein des nouveaux mouvements sociaux, d'acquérir la démocratie pour la posséder.

Une politique de sécurité démocratique ne peut donc être un maintien de la "propriété" démocratique. Elle doit être une recherche permanente vers plus de liberté et de justice sociale : une politique démocratique de défense se fonde sur le maintien du processus démocratique et non sur la seule conservation du statu quo.

Un concept de défense alternatif doit répondre fondamentalement à quatre exigences :

1. Il doit *empêcher* (dissuader) les agressions. Dans les pays latins on parle de "dissuasion". Ce qui n'est pas identique à la "détterence" fondée sur la "destruction mutuelle assurée" (MAD).

2. Il doit présenter une *tendance interne à davan-tage d'autonomie*, de *détente* et de *désarmement*.

3. Il doit comporter une *capacité de lutter*, qui puisse être légitimée moralement. Le minimum serait que cette politique puisse être légitimée dans le cadre de l'enseignement traditionnel de la guerre juste ; le mieux serait qu'elle soit en conformité avec le Sermon sur la montagne.

4. Un *succès* doit être *possible* et une *défaite supportable* : même en cas de défaite, le peuple doit pouvoir survivre et reconquérir à moyen ou long terme ce qui a été perdu.

Il est clair aujourd'hui – justement grâce à l'argumentation d'un Horst Afheldt et d'un Johan Galtung – que les actuelles conceptions de sécurité de l'OTAN et du pacte de Varsovie, vues de la République Fédérale comme de la RDA, répondent tout au plus à la première des quatre exigences. Les trois autres n'ont jamais été vraiment satisfaites et elles le sont de moins en moins.

Et pourtant cet attachement à la dissuasion avec des moyens de destruction massive est extraordinairement confortable. Comme le disait Basilius Streithofen à la télévision : « Que m'importe qu'il y ait encore quelques fusées dans la région de l'Eifel ». Cette façon joyeusement détendue de "vivre-avec-

la-bombe" est en effet très confortable ; mais, précisément, elle est très dangereuse. Et c'est ce que le mouvement de paix a réussi à faire comprendre à des millions de citoyens.

Ce véritable souci commun contribue fondamentalement au sentiment d'appartenance au mouvement de paix. Il relie aussi ceux qui ont développé les concepts de défense alternatifs.

De ce souci commun découle aussi un principe commun pour les stratégies de défense alternatives : nous ne devons présenter à l'adversaire aucun objectif valable pour l'emploi de moyens de destruction massive. Je répète, car c'est le point alternatif décisif : *Pas d'objectifs valables pour l'emploi de moyens de destruction massive !* Qui viole cette règle perd le droit d'appeler son concept "alternatif". J'explicitai cette règle plus loin, en reprenant une critique des propositions de Jochen Loeser en faveur d'une "défense territoriale".

A mon avis, il n'existe que deux concepts de défense alternative qui satisfassent aux quatre exigences mentionnées ci-dessus :

- la défense à structure défensive avec des techno-commandos, lorsqu'elle est mise en œuvre de façon conséquente,
- la défense sociale.

Horst Afheldt a présenté dans *Verteidigung und Frieden* une ébauche d'un modèle de défense de la RFA par des techno-commandos. C'était un pur modèle. Il n'a d'ailleurs pas tenté de le "vendre" immédiatement sur le plan politique. Pour cette raison, en un premier temps, il ne s'exprimait pas encore sur les problèmes de la transition.

Dans son nouveau livre sur les techno-commandos, *Defensive Verteidigung* (1), il aborde aussi les problèmes de la *transition*, en se référant à une étude de son cousin le général de Brigade (en retraite) Eckart Afheldt. Mais Horst Afheldt s'en tient à son modèle, ce qui permet de voir clairement

la difficulté de concilier la transition avec la règle « ne pas offrir d'objectifs aux moyens de destruction massive ».

Je ne veux pas présenter ici dans tous ses détails militaires le modèle de H. Afheldt, bien que la possibilité de le réaliser dépende de l'exactitude des suppositions *militaires* concernant la précision et l'effet des armes défensives. Au sein de la Bundeswehr, certaines suppositions de H. Afheldt sont mises en cause ; mais il est assez probable qu'avec les armes téléguidées, le "feu" soit supérieur au "mouvement" – comme le fusil mitrailleur était supérieur à la cavalerie ou à l'assaut de l'infanterie, ce qui changea provisoirement avec l'invention du char. Peut-être pourra-t-on un jour écraser à nouveau les techno-commandos avec l'infanterie. Mais je ne veux pas entrer dans ces détails militaires ici, puisque je suis exclusivement en faveur de la défense sociale. Mais si, à l'instar de Johan Galtung ou d'Andreas Buro, j'étais en faveur des techno-commandos, même à titre de transition, alors il me faudrait traiter très sérieusement toutes ces questions. Et je trouve agaçant que Galtung, sur ce sujet délicat, s'en tienne à une remarque hautement théorique : « Récemment un nombre surprenant de militaires se sont prononcés favorablement sur la possibilité de mettre en œuvre techniquement une défense conventionnelle ». Si l'on ne développe pas davantage l'argumentation, on ne peut prendre position ouvertement en faveur d'une défense militaire à structure défensive. Pourtant, aucune question ne s'élève au sein du mouvement de paix. Et ainsi se forme la brume ! Après avoir lu attentivement le livre de Galtung au titre exigeant *Es gibt Alternativen !* (2), il est impossible de dire ce que Galtung entend par "défense conventionnelle". Ces derniers temps, j'ai souvent vu des personnes peu expertes en matière de systèmes d'armes se prononcer en faveur d'un concept militaire défensif, et déclarer, après questionnement, qu'elles laissent les détails aux bons soins des militaires. C'est d'une légèreté comparable

à celle d'un pacifiste qui se prononce en termes généraux en faveur de la défense sociale, sans se préoccuper des détails de sa mise en œuvre. Ce qui est sans doute le cas en République Fédérale pour un demi-million d'objecteurs de conscience !

Une des caractéristiques du modèle d'Afheldt est qu'il aboutit à une "défense sans bataille", en attribuant la tâche de défense non pas à des unités blindées, mobiles, ni à des avions, mais à un réseau de petits techno-commandos, implantés localement, dotés d'une grande puissance de feu. Le problème de l'agresseur, c'est que, tout en étant incapable de repérer ces petits techno-commandos camouflés, il doit se déplacer avec de grandes quantités de matériel et d'hommes : les techno-commandos ont donc la possibilité de l'observer et de le toucher.

L'agresseur est cependant en sécurité tant qu'il se maintient dans des *agglomérations*, car celles-ci – eu égard à la population – sont exclues des zones de combat. C'est un élément très important dans le concept d'Afheldt : pas de défense des agglomérations – donc rien de comparable avec la bataille de Stalingrad. Il n'est pas encore précisé à partir de quelle taille une agglomération ne sera pas visée. Si l'on n'exclut pas toutes les maisons habitées des lieux de combat, on doit faire face au problème de l'évacuation et des routes submergées de réfugiés.

Dans l'hypothèse où l'agresseur n'est pas dissuadé par les préparatifs de défense, mais se décide à attaquer, il ne pourra être stoppé immédiatement à la frontière. Il occupera donc probablement des parties du pays agressé.

Et là Afheldt soulève un problème, qui existe aussi, bien sûr, avec le concept actuel de défense de l'OTAN, même si on ne l'admet pas, la question « Comment repousser l'agresseur du pays occupé ? » est un problème insoluble militairement pour tout modèle strictement défensif. Les défenseurs, dans le modèle d'Afheldt, ne possèdent pas d'unités blindées mobiles. Celles-ci seraient des *objectifs* pour

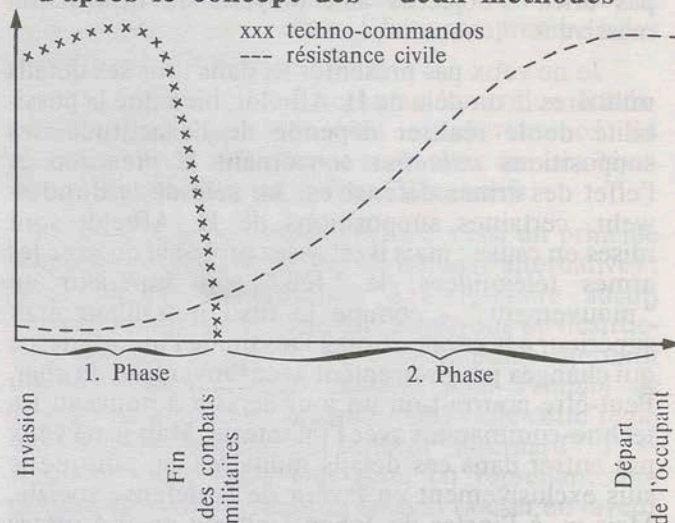
l'emploi de moyens de destruction massive, et une "libération" militaire mettrait en danger la population dans les agglomérations occupées, car les agresseurs n'auraient aucune raison de ne pas se retrancher dans ces agglomérations.

En conséquence, Afheldt a écarté l'idée d'une campagne militaire pour libérer les territoires occupés. Et, à ce niveau, tous les promoteurs d'une politique de sécurité strictement défensive *sont obligés* d'aborder la question de la résistance civile. Afheldt écrit à ce sujet dans *Defensive Verteidigung* : « Dans *Verteidigung und Frieden*, il était indiqué que la résistance civile de la population contre l'occupation est un élément essentiel d'une stratégie conventionnelle purement défensive. Pourquoi ? D'une part, il n'est pas concevable de vouloir défendre à la manière de la bataille de Stalingrad un territoire très peuplé ; d'autre part, l'agresseur ne doit pas pouvoir espérer tirer profit des villes pour son combat. Surtout il ne doit avoir aucune chance d'apparaître comme le "frère sauveur" en mettant en place un gouvernement fantoche comme à Prague. Comment organiser une résistance civile dans les villes dans de telles conditions ? Somme toute, est-ce qu'une telle complémentarité entre défenses militaire et civile est possible ? Ces questions ont été l'objet de vives discussions depuis lors.

Un travail du groupe de recherche sur les "politiques de sécurité alternatives" de l'ancien Max-Planck-Institut de Starnberg sera publié prochainement sur ce sujet. »

Le travail dont il est question est en fait mon article *Résistance civile en territoire occupé*, qui vient d'être publié par C.F. von Weizsäcker dans un recueil d'articles sous le titre *Die Praxis der defensiven Verteidigung*, aux éditions Sponholtz. Je ne veux pas en exposer le contenu ici. Pour notre comparaison avec le concept d'Afheldt, dont le SPD s'est rapproché lors de son dernier congrès fédéral, il est pour l'instant important de noter qu'il y a dans ce concept - en

Schéma du développement de la défense d'après le concept des "deux méthodes"



simplifiant un peu - deux phases : une phase militaire et une phase civile.

Ainsi donc il apparaît clairement que celui qui souscrit à un modèle strictement défensif doit également accepter une résistance civile, et donc sa préparation aussi.

La défense militaire et la résistance civile sont largement indépendantes en ce qui concerne leur efficacité. On peut imaginer une phase 1 "combat des techno-commandos" sans phase 2 "résistance civile", mais aussi l'inverse, une phase 2 sans phase 1. Pour l'impact de la résistance civile, il serait même préférable que les agresseurs ne soient pas sous l'impression de pertes militaires. La situation idéale serait que le gouvernement ait toujours la *possibilité d'opter* en faveur de l'application immédiate de la phase 2, sans passer par la phase 1. Ce serait la défense sociale. Le gouvernement pourrait ainsi laisser en suspens, jusqu'au moment de l'agression, le choix d'engager ou non les techno-commandos. En effet, ils ne sont pas le dernier recours : la résis-

tance civile, livrée à elle-même, constitue sous la forme de la "défense sociale" un concept de politique de défense.

Si on suivait mes propositions, les techno-commandos ne seraient même pas mis sur pied ; mais je dois prendre en compte cette hypothèse. Et, temporairement, il pourrait être plus acceptable de vivre avec des techno-commandos qu'avec la bombe. Il faudrait alors tout mettre en œuvre pour rendre dès le départ indépendante l'option 2, la défense sociale, et la préparer en conséquence.

Types d'agressions concevables.

Remarques sur des scénarios de conflit

A ce stade on pourrait encore avoir facilement l'impression que la résistance civile, comparée aux techno-commandos, serait un outil moins important et moins urgent à mettre en place pour une démocratie qui a la volonté de se défendre.

Mais ce n'est plus le cas, à mon avis, si l'on engage le débat sur l'identité des agresseurs potentiels, et sur la manière dont les modèles de défense par techno-commandos et de défense par résistance civile pourraient être mis en place progressivement. Dans le document de travail "Concepts de sécurité alternatifs" de Klaus Lange-Feldhahn et Ulli Jäger se trouve en page 92 ma liste des "types d'interventions concevables" :

a) les adversaires militaires traditionnels, à savoir les états membres du Pacte de Varsovie ;

b) les alliés militaires traditionnels, s'ils désapprouvent une nouvelle politique de sécurité ou des transformations structurelles internes à notre société ;

c) des puissances extérieures cherchant à limiter importations, exportations et voyages ;

d) des destructeurs de l'environnement étran-

gers, qui causent des dégâts dans un autre pays, sans y intervenir militairement.

Au sein d'un état démocratique, des interventions armées peuvent être menées par :

a) une partie des forces armées ou de police régulières,

b) des personnes privées armées, regroupées en partis extrémistes ou en organisations clandestines,

c) des étrangers qui prennent les armes, ou des minorités nationales qui revendiquent une entité étatique propre ou le contrôle d'un territoire donné,

d) des unités de troupes étrangères encore stationnées dans le pays.

Je simplifie cette liste en trois types principaux :

1. coup d'état,
2. intervention d'alliés militaires,
3. intervention d'adversaires militaires.

La littérature sur la défense sociale explique longuement pourquoi il est nécessaire de prendre en compte ces trois types d'agression, et pourquoi, chronologiquement, le coup d'état ou l'intervention d'alliés militaires traditionnels, ou une combinaison des deux, sont des menaces plus proches. Cela ne signifie pas qu'ils posent les problèmes les plus difficiles, mais seulement qu'il faut en tenir compte en premier lieu.

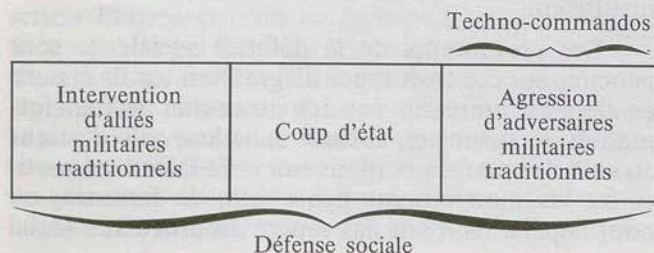
Pour cette raison, un concept de défense alternatif qui n'a de réponse qu'à un seul de ces trois types d'agression est pour le moins un concept de sécurité insuffisant.

Les promoteurs de la défense sociale se sont penchés sur ces trois types d'agression car ils étaient également intéressés par des processus de transformation de la société, surtout dans leur rôle d'acteur au sein des nouveaux mouvements sociaux, en particulier les mouvements écologiste, de femmes, ou pour la paix. Ils n'ont pas séparé du processus social

leurs modèles de politique de sécurité ; mais ils ont compris la défense sociale comme moyen de protéger les nouveaux mouvements sociaux au moment de leur institutionnalisation au niveau gouvernemental.

Dans le travail sur les modèles de défense par techno-commandos, un tel lien avec les processus sociaux n'a pas été établi. Pour cette raison, la réflexion sur leur mise en place part de l'hypothèse, non vérifiée jusqu'à présent, qu'il n'y aurait pas d'intervention armée en République Fédérale ou au sein de l'alliance justifiée par la mise en œuvre de ce système de défense ou des évolutions sociales parallèles. En clair : les promoteurs du modèle strictement défensif d'Afheldt font comme si, lors de la conversion aux techno-commandos, tout allait suivre la voie démocratique au sein de la RFA et de l'OTAN. Bien sûr, tel doit être l'objectif ; mais il ne sera pas nécessairement conforme à la réalité. N'oublions pas que le modèle d'Afheldt comporte le retrait de tous les moyens de destruction massive et des troupes étrangères du territoire allemand, et, au sein de la Bundeswehr, le démantèlement ou la reconversion de l'ensemble des unités blindées et de l'aviation.

Si des difficultés surgissaient au cours de cette transition, en pratique la résistance civile serait seule disponible comme moyen de défense contre une intervention armée d'une partie de la Bundeswehr ou des alliés. En d'autres termes, en matière de politique de sécurité, la défense sociale répond à une gamme de situations bien plus large que les techno-commandos, qui n'ont été conçus que pour dissuader une attaque des adversaires traditionnels.



Mon tableau des trois types d'agression ne satisfait pas entièrement à la problématique. La défense sociale est une réponse passe-partout et les techno-commandos une réponse partielle. Les promoteurs des techno-commandos peuvent souligner que leur proposition d'une solution militaire intermédiaire pourrait éviter une escalade dans le conflit avec les alliés ou la Bundeswehr. A mon avis cet argument (qui n'a pas été exprimé publiquement jusqu'à présent, mais que je présume) est plausible. Mais il ne me semble pas moins plausible de construire une réflexion qui refuse une solution intermédiaire, mais qui déjà fasse le lien avec l'"autre République", laquelle joue un rôle notoire dans le vocabulaire du gouvernement dans son analyse des projets de l'opposition.

Lorsque la CDU/CSU, évoquant un gouvernement de coalition SPD-Verts, parle d'une "autre République", alors retentit le premier bourdonnement de la sirène d'alarme annonçant un coup d'état. Et le bourdonnement s'amplifie chez moi lorsque Strauss parle d'une "politique de la terre brûlée" devant l'actuelle grève des métallurgistes et imprimeurs, et que la police frontalière fédérale, lors de manœuvres, s'entraîne à une intervention contre des grévistes.

Imaginons maintenant un changement de gouvernement en 1987, une coalition gouvernementale SPD-Verts. Dès lors, le mouvement de paix tient le haut du pavé. Et il voudra obtenir des résultats concrets quant au stationnement de moyens de destruction massive. Des tensions entre l'administration Reagan et le gouvernement allemand sont, dans ces conditions, prévisibles.

Je n'imagine pas qu'en 1987 ou peu après, tout de go, nous en arrivions à un coup d'état ou à une grossière intervention armée du gouvernement américain. Le mouvement de paix américain est pour nous un allié engagé. Mais nous devons étudier davantage de tels scénarios de conflit - tâche difficile,

car c'est un type de conflit tout nouveau. Jusqu'à présent nous avons élaboré en théorie le type idéal de "soulèvement non-violent" et le type idéal de "défense sociale", mais ce qui pourrait nous arriver en 1987 est un cas de figure plus complexe. Imaginons Mutlangen en 1987: une occupation non-violente d'une base de fusées américaine dans un Baden-Württemberg gouverné par la CDU, mais une résistance soutenue par la bienveillance non déguisée du gouvernement fédéral.

Un tel conflit peut mener l'escalade jusqu'à une intervention armée et un coup d'état – et moins nous aurons examiné ce problème antérieurement, plus l'escalade sera probable. La préparation à une défense sociale pourrait avoir un effet atténuant et dissuasif.

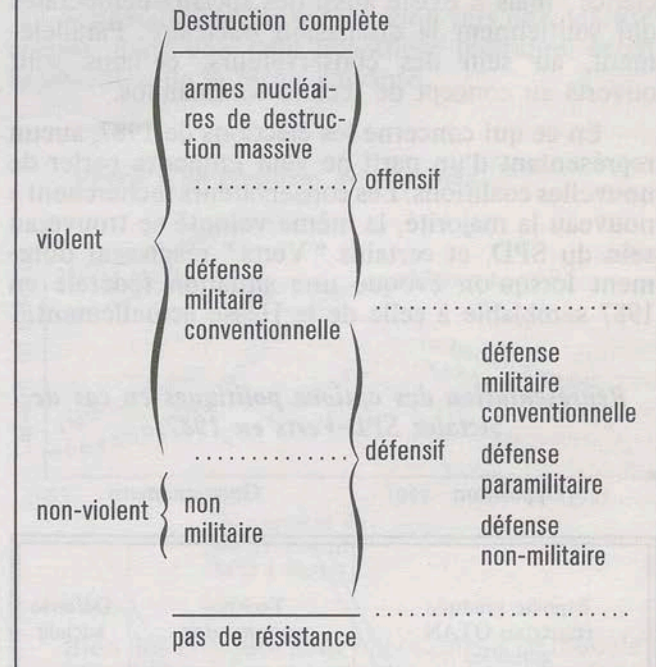
Transition : quel modèle ?

Lorsque l'on réfléchit au passage du processus de militarisation actuel, dont fait partie l'installation de nouveaux moyens de destruction massive, vers une autre politique de sécurité orientée vers des concepts alternatifs de défense, on peut partir de la liste schématique des concepts de défense qu'a présentée Johan Galtung (*Es gibt Alternativen*, p. 214). Voir ci-contre.

Diverses formes de transition et de combinaison sont imaginables, tout comme l'on peut mélanger mécaniquement de l'eau et de l'huile ; mais, de même que l'eau et l'huile ne sont pas miscibles, de même, à mon avis, les trois concepts de défense suivants ont une tendance interne à se séparer :

- 1) la dissuasion avec des moyens de destruction massive,
- 2) une stratégie conventionnelle purement défensive avec des techno-commandos,
- 3) la défense sociale reposant sur la résistance civile.

Le schéma de J. Galtung

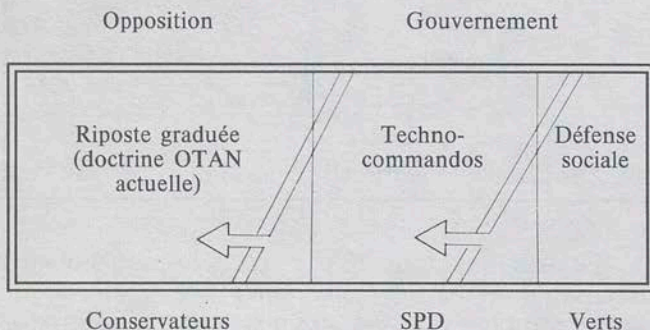


Nous avons donc côte à côte trois concepts de défense, et nous devons étudier quel concept ou quelle combinaison issue d'un compromis s'impose dans le jeu des forces en politique intérieure. Je pense que la transition dépend, sur l'échiquier politique, du comportement de trois groupes politiques. Les conservateurs, à savoir CDU/CSU et FDP, qui se sont prononcés en majorité en faveur du concept de dissuasion (nucléaire), les sociaux-démocrates, qui tendent en majorité maintenant vers un modèle strictement défensif, et les "Verts", qui se sont exprimés en majorité pour la défense sociale. Cela ne signifie pas que chaque parti est unitairement favorable au

concept majoritaire. Certains "Verts" sont favorables à des techno-commandos, certains sociaux-démocrates sont favorables à la défense sociale. Je pense aux "jeunes socialistes" objecteurs de conscience ; mais il existe aussi des sociaux-démocrates qui soutiennent la dissuasion nucléaire. Parallèlement, au sein des conservateurs, certains sont ouverts au concept de techno-commandos.

En ce qui concerne les élections de 1987, aucun représentant d'un parti ne veut entendre parler de nouvelles coalitions. Les conservateurs recherchent à nouveau la majorité, la même volonté se trouve au sein du SPD, et certains "Verts" réagissent durement lorsqu'on évoque une situation fédérale en 1987 semblable à celle de la Hesse actuellement.

Représentation des options politiques en cas de victoire SPD-Verts en 1987.



En cas de majorité conservatrice, il y aura tout au plus un renforcement de l'élément conventionnel défensif en zone frontalière. Si les sociaux-démocrates remportent seuls la majorité, ce qui me semble improbable, ils suivront des modèles de transition tels que les a développés Eckart Afheldt, et, dans un premier temps, ils ne feront pas grand-chose pour le développement de la résistance civile.

Dans les concepts de transition vers une défense par techno-commandos tels qu'ils ont été développés par Horst Afheldt et surtout Jochen Löser dans *Weder rot noch tot* (Ni rouge ni mort), on trouve encore, derrière une zone de 70 à 100 km de large le long de la frontière avec la RDA et la Tchécoslovaquie - zone dotée uniquement de techno-commandos - des objectifs potentiels pour l'emploi de moyens de destruction massive. Et Löser viole négligemment la règle fondamentale de Horst Afheldt concernant un modèle strictement défensif, lorsqu'il prévoit des troupes de réserve pour une contre-attaque. Dans ce cas la bataille éclatera malgré tout, et la population devra s'attendre à être libérée de cette façon.

Horst Afheldt trouve cela extrêmement dangereux, mais il exprime ses critiques d'une façon très polie : « Quoi qu'il en soit, aucun modèle transitoire ne peut être considéré comme purement défensif s'il maintient les forces armées dans leur structure présente, étudiée pour la défense mobile et accordant un rôle militaire très important, voire décisif, aux contre-offensives des grosses unités blindées appuyées par l'aviation. Un tel modèle violerait en effet l'un des critères les plus importants d'une défense rationnelle : pas d'objectif militaire important vulnérable aux armes de destruction massive de l'adversaire ».

Un extrait du livre *Weder rot noch tot* de Jochen Löser illustre sa vision de la guerre par un scénario, dont je cite quelques phrases relatives à notre libération. Après huit jours de combats défensifs, la bataille principale s'engage dans la zone de défense territoriale : « Ici les forces de contre-offensive de l'OTAN - environ trente groupes de contre-offensive de la taille d'une brigade - percent à travers les lignes des troupes d'attaque affaiblies du pacte de Varsovie. Ce faisant, ils ne constituent pas un objectif nucléaire, pas plus que les brigades de chasseurs, si bien qu'aucun emploi d'armes nucléaires ne s'avère ».

rentable pour l'attaquant. Pendant ces contre-mesures du défenseur, *l'attaquant déclenche l'emploi de 800 fusées nucléaires à moyenne portée* et d'armes chimique innervantes, pour briser néanmoins la défense à l'avant de l'OTAN. D'importants objectifs militaires de l'alliance sont touchés, sans pourtant entraîner l'effondrement de la défense. A l'aide d'*explosions nucléaires* à très haute altitude, l'OTAN provoque un flux d'électrons qui met hors d'usage la plupart des systèmes électroniques de l'agresseur et du défenseur. Seuls restent utilisables les systèmes balistiques non pourvus de composants électroniques » (pages 204-205).

Face à cela, un Allemand sensé ne peut dire que "libération - non merci !". Un tel modèle de transition ne peut être toléré par le mouvement de paix - ni par les "Verts". Si un conflit militaire éclatait pendant cette phase de transition, l'exigence politique des Allemands devrait être la renonciation à la phase 1, et le passage immédiat à la phase 2 "défense sociale" ! Mais serons-nous capables d'en convaincre nos partenaires de l'alliance !

La constellation politique qui m'intéresse en particulier pour cette transition comprend une majorité à gauche des conservateurs, donc l'actuelle situation de la Hesse projetée au niveau fédéral. Nous serions en présence d'un important groupe favorable aux techno-commandos avec le SPD, et d'un plus petit groupe en faveur d'une défense sociale avec les "Verts".

Il est possible de tirer avantage de cette situation pour la défense sociale. Cette situation est bénéfique :

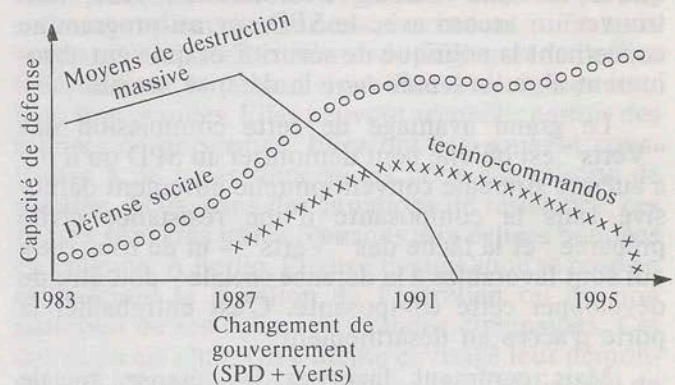
- 1) l'attention est dirigée vers les trois types d'agression ;
- 2) l'option qui consiste, en cas d'agression, à opter immédiatement ou très tôt pour la résistance civile, est défendue officiellement au sein du gouvernement. Les stratégies de libération militaire sont

écartées catégoriquement ;

3) au sein du gouvernement, des personnes travaillent intensément et avec conviction à la mise en place de la résistance civile.

Schématiquement la transition vers une défense sociale, dans une telle hypothèse politique, serait représentée de la façon suivante.

Modèle d'un processus de transition



Bien des critiques sont opposables à ce modèle : sa réalisation peut prendre beaucoup plus de temps ; un retour au pouvoir des conservateurs est également possible. On peut aussi imaginer, peu après le changement de gouvernement, une intervention armée alors mise en échec par une défense sociale, etc. De nombreuses hypothèses sont possibles. J'ai développé ce modèle de transition pour clarifier quand, comment et où il est possible de commencer la mise en place de la résistance civile, et ce qu'on peut et doit préparer dès aujourd'hui en vue d'un changement de gouvernement.

J'en arrive maintenant à une brève quatrième partie, qui a trait à l'institutionnalisation de la résistance civile.

Institutionnalisation de la résistance civile

Admettons que la principale occupation du mouvement de paix et des autres mouvements sociaux ait été jusqu'à présent un travail de base au moyen d'actions non-violentes. Cet entraînement quotidien est primordial. Mais je veux en venir à quelques éléments nouveaux. Mettons-nous à la place d'une commission de négociation des "Verts" qui, après une victoire électorale en 1987, doit trouver un accord avec le SPD sur un programme concernant la politique de sécurité, et qui veut absolument aboutir à *introduire* la défense sociale.

Le grand avantage de cette commission des "Verts" est qu'elle peut démontrer au SPD qu'il n'y a aucune stratégie conventionnelle purement défensive sans la composante d'une résistance civile préparée : et la tâche des "Verts" – et de tous ceux qui sont favorables à la défense sociale – doit être de développer cette composante. C'est entrebâiller la porte d'accès au désarmement.

Mais comment favoriser la défense sociale lorsque l'on détient la responsabilité gouvernementale ? En pratique, quelles institutions est-il nécessaire de créer, lesquelles faut-il transformer et développer ?

Jusqu'à présent, la discussion portait principalement sur deux éléments : une recherche indépendante sur la paix et l'aménagement du service civil des objecteurs de conscience. A mon avis, ces points de départ sont importants, mais insuffisants – surtout parce qu'il faut beaucoup trop de temps avant d'en ressentir des effets politiques.

La recherche sur la paix a attribué beaucoup d'importance à son indépendance, c'est-à-dire à la possibilité de définir elle-même ses axes de recherche. Cela était – et reste à l'avenir – une nécessité absolue en raison de l'orientation fondamentale

du gouvernement vers la dissuasion nucléaire. Mais si le gouvernement attribue d'importants moyens à un organisme de recherche indépendant, il faudra malgré tout attendre 3 ou 4 ans avant d'obtenir les premiers résultats tangibles des recherches ; et il est très improbable que de tels résultats puissent être efficacement transposés dans l'action d'administrations ou d'institutions sociales.

Je pense qu'il est important d'élaborer actuellement des programmes de recherche relatifs à la défense sociale – et certains travaux préparatoires existent déjà, en particulier aux Etats-Unis, ainsi qu'en Hollande.

Mais pour la réalisation rapide de la défense sociale, j'attends davantage d'une mission de recherche guidée par l'Etat, accompagnée des critiques de la recherche indépendante sur la paix, au sein d'un institut "Gandhi" ou "M.L. King" pour l'action non-violente, indépendant et spécialement créé à cette fin.

Avant de décrire dans quel cadre étatique la mission de recherche devrait se dérouler, je voudrais faire quelques remarques quant à la transformation du service civil. On peut estimer que plus de la moitié des objecteurs de conscience sont favorables à la défense sociale et que, pour cette raison, ils sont intéressés à suivre durant leur service civil une formation de base à l'action non-violente et éventuellement une formation spéciale à la résistance civile dans certains domaines.

La loi sur l'objection devrait être modifiée en ce sens. Mais il ne faut pas s'attendre à de rapides effets en matière de politique de défense. En effet, il faudra des années avant qu'une telle formation soit proposée à une grande échelle, et pas uniquement dans des projets pilotes (...).

Les conséquences politiques immédiates d'une telle formation de base sur la capacité de notre peuple à entreprendre une résistance civile ne pourraient

guère apparaître, car les objecteurs de conscience, encore très jeunes, n'occuperont (peut-être) des postes influents qu'au bout d'une dizaine d'années.

Un chemin plus rapide doit exister. Il doit être possible de clarifier les possibilités d'une résistance civile directement avec les institutions de notre société.

En un mot, je pense à un *office fédéral pour la résistance civile*, qui aurait pour tâche de procéder à une "enquête stimulante" auprès des institutions étatiques et des organisations sociales pour établir quelles expériences de résistance civile ont été faites et quelles possibilités de résistance et de prise en charge existent ou doivent être développées.

Bien entendu, des initiatives militantes semblables sont louables et à encourager, mais il ne faut pas mépriser le contact d'organisme étatique à organisme étatique, pour mener à bien des discussions d'information et préparer les prochaines étapes : nous ne pourrions guère apprendre par une initiative militante quel serait le comportement de la banque fédérale ou du service diplomatique (par exemple) en cas d'intervention armée (intérieure ou extérieure).

On peut illustrer aussi les possibilités élargies d'un office fédéral auprès d'une institution telle que l'Eglise Evangélique. Au sein de l'Eglise, on est en principe en faveur de la résolution non-violente des conflits. A sa base, des choses se mettent en place : on peut suivre des entraînements à l'action non-violente, et même des cours sur la défense sociale. Mais ce serait une grande aide si une instance fédérale pouvait encourager l'Eglise Evangélique à reprendre ces initiatives et les favoriser.

Après quelques années d'"enquêtes stimulantes" menées par l'office fédéral, on obtiendra déjà probablement une vue réaliste des possibilités et difficultés d'une résistance civile. L'office fédéral pourrait alors poursuivre les réflexions pratiques et

les plans de développement avec les instances et les organes intéressés à une collaboration.

Revenons encore à l'exemple de l'Eglise Evangélique – ou aussi de l'Eglise catholique. Si l'on envisage qu'en cas d'intervention armée les moyens de communication de masse passent sous le contrôle de l'agresseur, il est important de savoir dans quelle mesure les moyens de communication de l'Eglise pourraient les remplacer. L'Eglise touche tous ses membres par l'intermédiaire de circulaires paroissiales décentralisées. Les églises et maisons paroissiales sont d'excellents lieux de rencontre. Et nous voyons là un intérêt commun de l'Eglise et de l'office fédéral. Pour la plupart des offices, les églises sont bien trop grandes. Elles peuvent accueillir parfois des milliers de personnes. Elles ont été souvent construites à de telles dimensions pour des raisons de prestige. Mais, dans des situations de résistance, ces églises sont très utiles. Pensons aux églises bondées en Pologne. A Berlin, l'Eglise Evangélique se pose en ce moment la question de l'entretien ou du non entretien de ses églises de grandes dimensions. Cet entretien est cher. On a même envisagé leur démolition. Je m'y suis opposé en invoquant l'utilisation de ces lieux de réunion décentralisés, dotés d'une bonne acoustique, dans une démocratie de base en cas de crise. Je préférerais en tout cas que l'Etat favorise le secteur du bâtiment en entretenant ces grandes églises plutôt qu'en construisant des abris anti-nucléaires.

Bien sûr, je ne plaide pas pour une nouvelle alliance entre la démocratie de base et l'Eglise. L'Eglise doit plutôt acquérir davantage d'indépendance. La collecte de l'impôt d'Eglise par l'administration des impôts est un procédé sujet à caution, au moins dans l'hypothèse d'une agression. Mais je vois quand même un parallèle fondamental entre l'idée de Luther d'une "responsabilité sacerdotale de tous les croyants" et les idées de démocratie de base d'une "responsabilité politique de tous les citoyens".

Le rattachement ministériel d'un tel office fédéral pose problème. Son champ d'investigation touchant à tous les domaines de la politique, il est concevable de le rattacher à la chancellerie fédérale, ou à défaut, au ministère de l'intérieur.

D'après sa fonction, l'office fédéral devrait être rattaché à mon avis au ministère de la défense. J'imagine qu'à moyen ou long terme, le ministère de la défense comportera un département "défense militaire" et un département "résistance civile". Cela permettrait des modifications au sein du personnel et donnerait aussi le choix aux appelés entre le domaine militaire et le domaine civil. Mais il importe d'insister pour que le département civil ait un caractère véritablement "civil" afin qu'un pacifiste radical puisse y collaborer. Quelle que soit la taille de cet office fédéral au départ, il doit pouvoir influencer sur le concept de défense, afin que la notion de défense s'identifie à celle de la défense sociale. ■

*Traduit de l'allemand par
Etienne GOS*

*Texte original publié sous le titre
"Der Einstieg in die Soziale Verteidigung"
dans **Gewaltfreie Aktion** 61/62, 1984, p. 70-83*

(1) Afheldt (H.), *Defensive Verteidigung*, Rowohlt 1983. Vient d'être traduit aux éditions La Découverte, 1985, sous le titre *Pour une défense non suicidaire en Europe* (voir A.N.V. 57, p. 54).

(2) *Des alternatives existent.* (non traduit en français).

**Quatre ans après le coup de Jaruzelski...
LA POLOGNE
CONTINUE A RÉSISTER**

alternatives
non violentes

POLOGNE :
la résistance civile

53-54

revue trimestrielle 39 F

Un dossier qui n'a rien perdu de son actualité...
120 pages, 39 F.
A commander à notre secrétariat.

Le numéro de décembre 1985 de "*Non-Violence Politique*" est lui aussi consacré à la Pologne :

- interview de Jacques Sémelin
- jumelages entre groupes de paix français et polonais
- traduction de la préface à l'édition polonaise clandestine du livre de J.-M. Muller.

N.V.P. n° 87, 15 F.

20, rue du Dévidet - 45200 Montargis.

On s'est trompé d'ennemi

par Horst-Eberhard Richter

Horst-Eberhard Richter, psychanalyste, enseigne à l'université de Giessen. Un domaine essentiel de son travail est lié à son engagement pour les groupes marginalisés de la société.

Depuis quelques années, il prend part aux évolutions du mouvement de paix, sur le plan théorique et sur le plan pratique. Ses contributions portent en particulier sur les questions du conflit Est-Ouest, la course aux armements et les perspectives d'un mouvement de paix, en tenant compte de l'éclairage spécifique de la psychanalyse. Ses livres, Die Psychologie des Friedens (La psychologie de la paix) et Alle reden vom Frieden (Tous parlent de la paix) sont édités chez Rowohlt.

Son seul livre traduit en français est Parents, enfant et névrose, Mercure de France, 1972.

L'article proposé ici est un exposé qui date de 1980. Il se réfère donc parfois à des faits dépassés. Mais son contenu garde toute son actualité : l'analyse des "rivalités paranoïdes" entre les puissances mondiales et des difficultés qu'ont les populations pour se libérer de l'effet paralysant des menaces qui en résultent.

La presse internationale établit certaines analogies entre la situation mondiale actuelle et la période qui a précédé la Première guerre mondiale. Notre chancelier a souscrit à cette analyse, soulignant que les deux grandes puissances mondiales n'ont toujours rien entrepris pour contrôler ensemble cette crise dangereuse. Dans les informations quotidiennes, nous pouvons tous constater un déséquilibre préoccupant entre le danger de la situation mondiale et la politique des superpuissances qui augmente sans cesse le risque d'une catastrophe au lieu de le juguler.

Comme citoyens, réagissons-nous à cette situation ? Les sondages montrent que près de la moitié de notre population pense qu'une guerre est

possible. Les gens sont inquiets, mais ne bougent guère. Que signifie cela ? Comment se fait-il que les gens, dans ces enquêtes, puissent accepter l'éventualité d'une grande guerre avec indifférence et une insouciance au moins apparente ? Pourquoi faisons-nous comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle inévitable, alors que, dans ce domaine, tout dépend du calcul et de la décision des hommes ?

Sortir de notre léthargie

D'emblée, j'affirme que nous devons nous défaire de cette léthargie. Nous devons avoir le courage nécessaire pour débattre de manière critique de la situation et articuler clairement notre volonté

de résistance. C'est expressément de nous, citoyens, que je veux parler ici, nous qui sommes profondément choqués par ce qu'on fait de nous, au-dessus de nos têtes. Même si nous n'avons guère l'espoir d'influencer directement la politique mondiale, notre silence et notre immobilisme sont absolument inadéquats. Nous ne sommes plus la société démocratique que nous prétendons être si nous protestons contre une multitude de problèmes mineurs dans des manifestations imposantes, tout en acceptant docilement et sans critique ce qui menace notre existence même. Mais pourquoi ce changement d'attitude nous semble-t-il si difficile ?

L'une des raisons de cette résignation si répandue, c'est notre incapacité à saisir le danger de la guerre nucléaire. Le potentiel de destruction que les puissances ont accumulé a atteint des dimensions si monstrueuses que l'on ne peut plus supporter de se représenter cette démesure. Certaines vérités sont à ce point effroyables que l'on s'efforce par tous les moyens de les refouler ou de les minimiser (...)

Personne ne se fait une idée des dimensions folles de la course aux armements nucléaires. Nous ne savons pas ce que nous ne voulons pas savoir. Il est véritablement insupportable de se dire que chacun est assis sur une charge explosive équivalant à 15 tonnes de dynamite, charge préparée tout exprès pour lui, pour ainsi dire, et que ce potentiel de destruction augmente chaque jour.

Il y a 22 ans, dans un livre devenu célèbre, *La bombe et l'avenir des humains*, Karl Jaspers écrivait : « La tendance à éviter les sujets inquiétants se répand dans le monde, encouragée par les gouvernements ». Et plus loin : « Je peux avoir connaissance de quelque chose, mais j'enferme ce savoir et je ne le fais pas valoir. Je vis comme si ce savoir n'existait pas ». A l'inverse, dit-il, « pour qu'un savoir porte ses fruits, il faut y penser tous les jours ».

Jaspers s'est inquiété en constatant que les gens sont fréquemment disposés à perdre de vue la

menace de guerre atomique qui pèse sur l'humanité. Il nous met en garde contre toute dissimulation : « On détourne l'attention de la réalité effroyable et nouvelle en mettant en avant des dangers réels mais superficiels en comparaison. ». Par exemple on détourne l'attention sur les risques liés à la production et à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Il ne sous-estimait pas ces risques, mais il redoutait que la peur atomique globale ne se fixe en quelque sorte sur les centrales nucléaires, cachant le mal bien plus dangereux de la course aux armements nucléaires.

Effectivement, les prédictions de Jaspers se sont réalisées. Depuis l'époque des « marches de Pâques », d'autres préoccupations ont repoussé, voire refoulé, la menace de guerre nucléaire. Celles-ci sont certes des soucis légitimes. Qui dira qu'il ne faut pas se méfier des dispositifs de sécurité des centrales nucléaires ? Et bien d'autres soucis modernes, concernant avant tout la prévention en matière de santé, sont justifiés. Je pense aux angoisses que provoquent partout le tabac, les engrais artificiels, la prise de poids, la sédentarité, l'air et l'eau pollués. Personne ne songera à contester le bien-fondé des initiatives destinées à combattre ces maux, et d'autres encore. Mais si l'ensemble de ces initiatives se solde finalement par l'épuisement des forces de résistance – dont la plus grande partie aurait dû s'exercer contre la plus importante des menaces – alors il y a effectivement ici un mécanisme de transfert néfaste. On se défoule dans la lutte contre des maux plus saisissables qui remplacent inconsciemment l'objet d'angoisse de loin le plus dangereux, devenu intolérable. On dissimule l'ennemi le plus important derrière des ennemis plus petits, moins épouvantables. Ce qu'exigeait de nous K. Jaspers en 1958 – penser chaque jour à la menace mortelle de guerre nucléaire – nous pèse trop. Nous mettons la tête dans le sable et nous bougeons d'autant moins que l'angoisse chronique menace notre équilibre psychique.

Nous, les bons...

Aujourd'hui, cet immense refoulement est quelque peu mis en cause par la politique de confrontation irréfléchie des grands. Le débat sur le déploiement des nouveaux missiles à moyenne portée en Europe et la sombre analyse du général Bastian ne nous permettent plus de nier si facilement l'atroce vérité. Le commentaire de l'agence soviétique *Novosti*, qui récemment a fait tant de bruit, a comptabilisé six mille missiles et bombes nucléaires pointées en RFA sur l'Union Soviétique. Ainsi serions-nous nécessairement, en RFA, la cible d'une riposte en cas de guerre. Je n'ai pas lu que le chiffre inquiétant de six mille ait été démenti quelque part. Même si ce chiffre était exagéré, cela ne changerait en rien notre situation de cible privilégiée. L'agitation que ce commentaire a provoqué dans notre pays signifie simplement qu'une terrible réalité a été nommée par son nom, réalité que nous avons obstinément refusé de voir en face.

De telles informations nous dérangent dans la tranquillité que nous assure le refoulement. Nous, les psychothérapeutes, rencontrons chez nos clients de plus en plus de fantasmes et de rêves de guerre. Ce sujet s'impose partout dans les conversations. Mais comment est-il abordé ?

On trouve souvent le besoin de transformer l'angoisse paralysante en protestation pharisaïque. On se persuade que les armements nucléaires de l'alliance militaire à laquelle on appartient sont inoffensifs et sont en quelque sorte bien intentionnés : ils ne sont destinés qu'à protéger et dissuader. Seules les armes nucléaires du bloc opposé sont mauvaises. En effet, seuls les Soviétiques sont susceptibles de se servir de ce potentiel lors d'une occasion favorable qui leur permettrait d'asseoir leur hégémonie. Cette projection unilatérale du danger sur l'ennemi extérieur relève de ce que nous appelons, en psychopathologie, la paranoïa. La caractéristique principale de la

paranoïa est que, dans un conflit, chaque partie élabore sa théorie de la persécution. Une profonde défiance exige que l'on tienne en échec l'autre camp, dont la méchanceté est toute satanique. Notre propre armement, naturellement, ne sert que le bien dans le monde, puisque, précisément, on ne souhaite que le bien. Cette théorie du bouc émissaire et de la persécution aboutit, d'un côté comme de l'autre, à l'escalade de la rivalité et risque de mener finalement dans une impasse suicidaire. Car comment le bien pourrait-il composer avec le mal ? Il est logique que l'on ne se parle plus et que l'on ne négocie plus. Les bons se sentent obligés de triompher sur les mauvais. Le mal doit être châtié et écrasé.

La folie de cette conception apparaît lorsqu'on ne peut plus vaincre l'autre, mais que le combat n'a d'autre issue que l'anéantissement mutuel des deux parties. Mais la paranoïa de rivalité ne laisse pas apparaître cette vérité. C'est inouï à quel point il nous est difficile de nous débarrasser d'un schéma de pensée dangereux, et de comprendre qu'il ne s'agit plus ici de victoire ou de défaite. Même des personnalités qui devraient savoir de quoi elles parlent continuent d'entretenir autour d'elles une méconnaissance absurde de la situation. Un exemple éclatant en est une interview de l'ancien président Nixon par Klaus Jacobi, parue récemment : Nixon y dit que tout ce que l'Occident doit faire pour ne pas perdre la troisième guerre mondiale est d'être résolu à la gagner. Car, je cite : « Que disait jadis le général MacArthur ? Il n'y a pas d'alternative à la victoire ». Le célèbre interviewer Jacobi présente Nixon, dans cette interview, comme une personnalité dont les paroles sont à nouveau entendues. C'est à peine croyable mais vrai. Il faut dire, à la décharge de Nixon, que la politique mondiale obéit toujours aux principes qu'il ne se cache pas de nommer.

Comment se présentent les faits ? Les deux superpuissances poursuivent avec acharnement leur lutte pour l'hégémonie mondiale comme le rappelait sans ambages Carl Friedrich von Weizsäcker il y a

péu. Le Viêt-nam et, plus récemment, l'Afghanistan dévoilent la volonté de puissance, dans l'un comme dans l'autre camp, sous quelque propagande que ce soit. Toute déstabilisation de sa sphère d'influence provoque l'intervention de l'une ou de l'autre puissance dans le but de défendre ses propres intérêts. Il semble alors que l'une, comme au Viêt-nam, ou l'autre, comme en Afghanistan, se change soudain en agresseur avide de pouvoir, alors qu'en réalité, ces actions impérialistes ne sont que la suite logique d'une stratégie permanente et le plus souvent cachée.

Se mentir pour mieux dormir

Pourquoi les hommes se laissent-ils encore berner par cette supercherie ? Pas seulement parce qu'une propagande bien rodée dans les techniques de déformation est à l'œuvre ici comme là-bas. Le besoin de se laisser tromper est encore intense dans les peuples concernés. Volonté de puissance et responsabilité sociale sont inconciliables. Il semble que la sensibilité sociale augmente dans l'opinion. Mais c'est là précisément qu'elle se heurte à une réalité sociale toujours dominée par le principe d'une rivalité expansionniste. A tous les niveaux ne paraissent s'imposer que ceux qui s'affirment contre d'autres. On aimerait croire que le sens de la communauté et le respect l'emportent. Mais on constate que la réalité quotidienne est partout dominée par la lutte pour le pouvoir. L'écart entre l'idéal et la pratique, qui le contredit, s'approfondit. Ceci est insupportable. Une telle tension devrait susciter un effort pour méditer la réalité, de sorte qu'elle se conforme mieux aux besoins sociaux des hommes. Au lieu de cela, on se trompe soi-même par une interprétation falsifiée de la réalité. On se voit soi-même, ainsi que la partie du monde à laquelle on s'identifie, en parfaite harmonie avec les principes de responsabilité sociale ; et on se persuade que la volonté de puissance et l'impérialisme viennent du dehors. On se ment à soi-même, mais on dort mieux ainsi !

Il est difficile de concilier le respect de soi avec l'aveu qu'on n'est, après tout, que l'exécutant volontaire ou involontaire d'une politique largement déterminée par la volonté de puissance. Ainsi, nous sommes sans cesse tentés de nous rassurer nous-mêmes en croyant à l'intégrité absolue de la politique menée en notre nom et dans laquelle nous portons une part de responsabilité.

Moins on peut influencer le système dont on fait partie, plus on veut pouvoir compter sur la bonne conscience de ce système. Tous les moyens sont bons pour défendre cette conviction contre toute expérience contraire ; c'est pourquoi on absorbe avec reconnaissance toute propagande du système qui va dans ce sens. Si, à l'heure actuelle, ce double jeu – tromper et se tromper soi-même – fonctionne bien, la cause en est manifestement la menace d'une catastrophe qui dépasse en ampleur tout ce qui s'est vu jusqu'ici. On ne peut plus, comme par le passé, se contenter de trouver un bouc émissaire, l'Est, puisque la politique américaine multiplie les bévues. Nous nous sentons menacés dans notre existence même et lisons entre les lignes des communiqués de nos responsables politiques qu'eux aussi dissimulent à grand peine à quel point ils sont déconcertés par les manœuvres politiques dangereuses et non coordonnées du pouvoir américain. Bien que les appels à la fidélité se succèdent, ils deviennent de plus en plus embarrassants, parce qu'ils cherchent à étouffer une opposition justifiée et qu'en plus ils intimident toute critique ouverte que pourtant la stratégie inquiétante des Américains provoque objectivement.

Un moralisme immoral

Nous devons en quelque sorte nous encourager nous-mêmes à faire entendre cette critique sans nous laisser ébranler par le grand nombre de ceux qui, restés captifs de la paranoïa entretenue, soupçonnent un peu vite de rupture de fidélité ou de complaisance

communiste celui qui sort du schéma simpliste ami/ennemi. Pour ceux-là, il est déjà impardonnable de demander si les Russes, qui ont perdu plus de vingt millions d'hommes pendant la dernière guerre, ne sont pas animés de la même angoisse que nous, en Occident, n'estimons légitime que pour nous. D'où la question : que se passe-t-il réellement aux Etats-Unis, et comment en est-on arrivé là ? En premier lieu, il ne faut pas oublier que les Américains n'ont jamais douté, avant le Viêt-nam, d'être la puissance morale la plus forte au monde, et en tout cas la seule appelée à l'être. Une certitude inébranlable leur fait croire que c'est en exportant continuellement l'*American way of life* qu'ils pourront supprimer tous les maux de la terre. Le Viêt-nam fut pour eux, outre la honte d'un désastre militaire, une humiliation morale sans précédent. Subitement, ces gardiens apparemment incontestés de la morale se retrouvèrent dans le rôle opposé, mis au pilori par une opinion mondiale horrifiée par les abominations de leur guerre (napalm, défoliation, représailles à la Mylay). Et puis, il y eut Watergate, la révélation des pratiques criminelles à l'intérieur de la Maison Blanche. Soudain, confrontés à la contradiction grotesque entre l'image sereine qu'ils se faisaient d'eux-mêmes jusque là et une réalité hautement répréhensible, les Américains furent plongés dans une confusion dont - à mon avis - ils ne se sont pas remis, pas plus que nous, Allemands, ne nous sommes remis de notre propre passé (...)

Comme les Américains au Viêt-nam, les Soviétiques en Afghanistan se sont totalement mépris, en sous-estimant la marge de tolérance à leur égard, non seulement de l'opinion mondiale mais aussi de leur sphère d'influence. Outre la condamnation par les Nations Unies, l'attitude critique de Cuba et de la Roumanie et la réserve qu'on a pu noter dans plusieurs pays du Pacte de Varsovie firent sentir aux Soviétiques les dangers d'une destabilisation au sein de leur propre alliance. Tout comme les Français en Algérie et les Américains au Viêt-nam, les Soviétiques

doivent revoir des orientations dont ils n'avaient pas suffisamment mesuré les conséquences (...)

Les deux super-puissances portent en commun, qu'elles le veuillent ou non, la responsabilité de la sauvegarde de la paix. Il faut qu'elle comprennent que, paradoxalement, ce sont les fautes les plus graves de l'une et de l'autre qui doivent susciter la coopération la plus étroite. Car, précisément, ces fautes graves ne peuvent être résolues qu'ensemble. La quasi inexistence de cette coopération est, actuellement, d'autant plus inquiétante. L'attitude du moralisme radical pratiqué par les Etats-Unis se double d'une irréconciliabilité myope, qui fige le mal que ce moralisme se propose justement de combattre. Le besoin opiniâtre de châtier l'injustice à n'importe quel prix peut devenir immoral lorsqu'il bouche toute issue honorable à la partie adverse. Dans la mise en scène du gendarme d'un côté, et du malfaiteur de l'autre, on ne peut guère s'attendre à une fin heureuse (...)

En tant que citoyens, nous avons l'impression d'être placés sous une tutelle qui nous rend muets. Mais, manifestement, nous ne sommes pas les seuls à nous sentir dépassés. Apparemment, il en va de même des hommes politiques des puissances alliées petites et moyennes. Comment comprendre autrement l'appel public de Helmut Schmidt, qui reproche aux Grands de ne pas utiliser les outils disponibles pour juguler une crise analogue à celle de 1914 ?

Pour un grand mouvement spontané

On pourrait dire maintenant : puisque même des hommes d'Etat de cette envergure ne peuvent faire entendre leurs conseils, la possibilité pour un public manipulé de faire quelque chose est encore bien moindre. Des analyses, comme la présente, peuvent paraître tout à fait inutiles. Mais avons-nous le droit de nous taire comme des enfants qui verraient leurs

parents mettre inconsidérément en danger l'existence de toute la famille ? Ne devons-nous pas formuler ce que nous percevons ? Puisque les efforts d'apaisement et de modération par le biais des voies diplomatiques officielles n'aboutissent guère, n'est-ce pas à nous, justement, de rendre clairement intelligibles nos sentiments et nos revendications ? Finalement, il y va de notre vie à tous. Que nous importe ici le très vertueux appel à ne pas laisser tomber le grand frère généreux maintenant qu'il est en difficulté ? Nous sommes, après tout, les premiers touchés en cas de catastrophes. Il ne peut s'agir ici d'une sorte de soutien thérapeutique aux orientations d'un président, dont les risques nous remplissent d'angoisse et d'épouvante. C'est nous, au fond, les patients, qui devons appeler au secours pour ne pas être abandonnés.

Notre éducation nous fait croire que les "Autorités", de par leur information et leur expérience, sont de toute manière mieux placées pour évaluer les problèmes politiques et les résoudre. Mais, à l'heure actuelle, nous voyons que les méthodes classiques de la politique d'hégémonie sont bloquées dans des ornières, rendant très difficile toute nouvelle approche que pourtant le danger nucléaire requiert. Car, même si un jour la crise en Afghanistan est résolue, d'autres pommes de discorde se présenteront, perpétuant la rivalité des deux superpuissances.

Les initiatives écologiques montrent comment des citoyens peuvent et doivent exercer une influence politique à travers des mouvements de masse spontanés lorsqu'ils voient leurs intérêts vitaux trahis. Dans le meilleur des cas, ce sont les hommes politiques qui apprennent des citoyens que les critères écologiques doivent être fondamentalement pris en compte dans tout projet politique et non l'inverse. La politique d'armement croissante continuera son escalade automatique tant que des gens ne se lèveront pas un peu partout pour s'opposer à cette folie. Car, ici aussi, la politique professionnelle est systématiquement mal programmée.

Il faut, en tout cas, adapter davantage la politique à l'opinion, à la sensibilité et à la volonté des gens pour libérer la politique professionnelle des contraintes purement techniques et économiques que lui impose surnoisement un expansionnisme anachronique. Pour cela, un mouvement large et spontané ferait prendre conscience que, par-delà les frontières, il existe un danger nucléaire auquel tout le monde est soumis et contre lequel il faut lutter ensemble.

Une véritable réconciliation et une coopération solidaire des grands, pour le bien-être de l'humanité menacée, ne se réaliseront que si, un jour, la pression des gens est assez forte pour faire cesser la dynamique propre de la course à l'hégémonie. En est-il encore temps ? Voilà bien sûr la question. Mais ce n'est pas une question dont on peut calculer la réponse. C'est en dernier ressort une question à nous-mêmes : sommes-nous décidés à faire quelque chose, et comment ? Et c'est ici que chacun doit commencer chez soi. Pour ma part, j'ai dialogué avec des écrivains contestataires, des hommes politiques, des politologues, des collègues et des représentants d'initiatives de citoyens (*Bürgerinitiativen*). Nous avons conclu qu'on peut faire des résolutions, écrire des lettres intellectuelles, envoyer des délégations au gouvernement, organiser des manifestations, travailler dans les médias. Mais le mutisme général sur la question centrale n'en sera pas modifié ; au contraire, il peut s'aggraver lorsque quelques porte-parole se chargent de dire ce que tout le monde au fond devrait clamer d'une seule voix. Et il ne s'agit pas essentiellement du "dire", même si c'est très important. Il s'agit de la continuité d'un engagement commun et résolu pour une politique alternative, dans laquelle le désarmement nucléaire ne serait pas un élément isolé dans un programme politique - parce qu'en tant que tel il n'est pas possible - mais serait plutôt la conséquence indispensable d'une mutation des valeurs politiques.

*Traduit de l'allemand
par Annette et Dorothee Reutenauer*

Les chemins de l'éducation à la paix

par Ina Ranson

« Les peuples de la terre se trouvent devant les chambres à gaz d'Auschwitz mais les chercheurs sont occupés à les perfectionner. »

Rabi, Prix Nobel,
cité dans *Die Zeit*, n°32, 1985

CES dernières années, en RFA, peu de sujets ont inspiré autant d'efforts que l'éducation à la paix : organisation de séminaires, de congrès (1) pour enseignants, initiation pour parents, pour animateurs, pour tout le monde ; large éventail de publications, de matériel éducatif ; projets de recherche... Il n'est pas trop difficile de s'y retrouver, car il existe d'excellents guides, des listes d'adresses (de l'institut renommé de recherche académique jusqu'à la "bicoque pour la paix") (2). Si l'on demande un conseil, on reçoit vite une réponse, le plus souvent gratuitement ; j'en ai fait l'expérience !

Pour dire ce qu'est l'éducation à la paix, il faut distinguer trois domaines différents :

- la *pédagogie* pour la paix, qui se penche sur la réflexion théorique et le développement de modèles didactiques ;

- l'*éducation*, qui désigne le travail éducatif concret ;

- l'*action* pour la paix, qui vise à influencer une décision politique.

Dans la pratique, ces trois notions ou domaines se recoupent parfois et sont souvent confondus.

"L'éducation à la paix" ne devient-elle pas alors une notion floue qui ne désigne plus rien de distinct ? Ou cette diversité des composantes correspond-elle précisément à l'approche nécessairement globale du projet ?

Le dénominateur commun à tous ces efforts est leur orientation vers plus de paix. Cette notion est complexe, elle aussi ; mais il existe, parmi les pédagogues, les éducateurs et les militants un large consensus sur sa signification : la paix n'est pas seulement le silence des armes ; elle implique la réduction des autres forces meurtrières.

La recherche a souligné les principaux éléments de la "paix positive" :

- 1) Absence de violence ouverte et organisée. L'absence de guerre est la première et la principale condition de la paix ; mais la non-guerre peut comporter la répression ouverte des minorités, la torture, etc.

- 2) Absence de violence structurelle (d'après Galtung) (3) exercée par un régime d'oppression larvée.

3) Réalisation de la justice sociale et des droits de l'homme tels qu'ils sont décrits dans la Charte des Nations Unies.

4) Participation de tous aux décisions qui concernent leur vie.

5) Pratiques non-violentes pour exprimer et résoudre les conflits.

6) Pratiques de la solidarité, de la tolérance et du dialogue ; refus des comportements destructeurs, des préjugés, des images figées de l'ennemi.

7) La paix ne peut se faire aux dépens d'autres qui souffrent, ni se limiter à la paix de l'âme. Elle comprend l'attention aux détresses des autres.

8) La paix n'est pas un état mais une voie, un cheminement vers l'abolition des violences destructrices sous toutes leurs formes. Il importe d'entrer dans ce processus ici et maintenant.

Il est évident que cette "paix positive" n'existera jamais parfaitement : elle est "utopique", au sens du modèle idéal indiquant la direction des progrès à réaliser. L'aspiration vers la paix véritable s'enracine dans une éthique universelle qui s'exprime de manières diverses dans les différentes cultures. Un chercheur scientifique n'a pas plus de compétence que tout un chacun pour rappeler les fondements éthiques. Il peut seulement, avec ses instruments spécifiques, étudier les conditions qui rendent possible ou impossible leur réalisation.

Résumons cette brève présentation par deux essais de définition que propose un des meilleurs connaisseurs en la matière : « La notion complexe (de l'éducation à la paix) désigne les efforts scientifiques pour fonder la théorie, le développement de modèles pratiques et l'action pédagogique concrète dans le processus d'une éducation visant la valeur fondamentale qu'est la paix ». « L'éducation à la paix veut critiquer et vaincre le monde non pacifique dont elle fait partie, sans reproduire la violence » (4).

Histoire de l'éducation à la paix en R.F.A.

Pour comprendre les différents aspects de l'éducation à la paix en R.F.A., un bref aperçu de ses racines et de son développement historique est nécessaire.

Sans remonter jusqu'au siècle des lumières (ni à Rousseau, qu'on a pourtant toujours envie de mentionner), il importe de rappeler qu'elle se nourrit des apports de beaucoup de pays. Hermann Röhrs, personnalité marquante de la *Friedenserziehung* en R.F.A. et qui s'y est dévoué depuis 1945 (5), pense que beaucoup de concepts de la recherche actuelle étaient en germe dans la discussion internationale entre les deux guerres mondiales. Il souligne l'importance de la "World education fellowship" (Association mondiale pour le renouveau de l'éducation) la première association pédagogique internationale, qui réunissait, entre autres, Maria Montessori, Martin Buber, Pierre Bovet, James Henderson... Certains représentants de ce mouvement étaient engagés dans le projet de l'Académie de Paix fondée par Bart de Ligt (6). Ce dernier avait déjà élaboré une définition de la paix proche de la conception actuelle et préconisait la recherche sur des formes de lutte non-violente en vue de conquérir cette paix : « Les sciences de la paix doivent donc développer un système complet de moyens de lutte non-violente et contribuer à une éducation nouvelle ».

Aujourd'hui, les modèles pratiques d'une éducation à la paix à l'école puisent souvent dans les expériences du mouvement international de la "pédagogie nouvelle" (en Allemagne la "Reformpädagogik", en France par exemple l'école de Freinet) qui cherchaient à réaliser plus de démocratie et à réduire la "violence structurelle" des établissements scolaires.

La non-violence et la démocratisation sont toujours les notions-clefs d'une éducation à la paix.

Hermann Röhrs assigne à la pédagogie pour la paix une fonction essentielle dans le cadre de la recherche pour la paix. Il n'est pas le seul à remettre en valeur les précurseurs d'entre les deux guerres, longtemps négligés, en grande partie par crainte de leur image "pacifiste", ce qui traduit une méconnaissance de la diversité des courants abusivement désignés par cette même étiquette dépréciative. Il soutient que la base sur laquelle il aurait fallu reconstruire après "l'heure zéro" dans l'Allemagne de 1945 était là. Et il déplore que cette occasion historique ait été manquée. Quand, à peine guéri des graves blessures qu'il avait reçues sur les fronts de l'Ouest et de l'Est, Röhrs fut prié, comme un des rares enseignants "non-coupables", de participer à la reconstruction du système scolaire allemand, il dut constater que la mise en question et l'examen critique de tout l'héritage culturel du III^e Reich restaient trop superficiels. Les Alliés mirent certes en œuvre, pendant quelques années, une "rééducation" dont le but déclaré était « de faire de l'Allemagne un pays démocratique, épris de paix » - entreprise presque désespérée pour ceux qui soutenaient très sérieusement l'idée que l'esprit germanique est naturellement barbare et guerrier. Mais peut-être ceux-là avaient-ils au moins conscience de l'étendue de la tâche : face aux détresses immenses causées par les modernes machines à tuer, comment mettre en question toute une civilisation imprégnée d'esprit militaire depuis des siècles ? Il aurait fallu demander avec plus d'insistance pourquoi un grand nombre de gens plutôt "bien élevés" avaient suivi Hitler. Leur éducation chrétienne ou humaniste ne les avait pas empêchés d'approuver un homme qui put se vanter, pendant de nombreuses années, de succès politiques, économiques et militaires incontestables.

Après 1945, on fut occupé par les tâches de la reconstruction matérielle. On introduisit dans les écoles une nouvelle matière, la "civilisation", pour promouvoir la démocratie. Mais, bien vite, le souci principal devint de former les spécialistes qualifiés

dont on avait besoin.

Les idées de la "World education fellowship" influencèrent cependant les théoriciens de l'UNESCO. Elles firent leur chemin, en évoluant avec des apports nouveaux ; elles se retrouvèrent dans des déclarations solennelles, des documents, des discours... On observe aujourd'hui en R.F.A. un regain d'intérêt pour les textes élaborés à l'échelle internationale, au sein de l'UNESCO. Les thèses sur l'éducation, exprimées en 1974 lors de la 18^e conférence générale, et en 1980 (7), lors du congrès mondial sur le désarmement, constituent, à l'heure actuelle, une référence primordiale pour les partisans de la *Friedenserziehung*.

Ce n'est que dans les années 60 que les préoccupations de certains pédagogues pour une éducation à la paix trouvèrent un écho plus large en R.F.A., sur l'arrière-plan politique de l'intégration européenne. On s'intéressait alors surtout aux problèmes de compréhension entre pays et aux préjugés nationaux ; mettant l'accent sur le comportement des individus, on tenait encore peu compte des questions sociologiques et économiques. Des réflexions et des initiatives en vue d'une éducation anti-autoritaire étaient proposées au sein du mouvement contestataire étudiant sous des étiquettes différentes. Elles étaient inspirées par la "théorie critique" de l'Ecole de Francfort (Horkheimer, Adorno, Habermas) qui leur fournissait les catégories d'une analyse pénétrante de la "société manipulée". Les apports de ces philosophes et sociologues restent très vivants encore aujourd'hui. La phrase par laquelle Adorno, en 1966, commence le texte intitulé "L'éducation après Auschwitz" (8) résume bien l'essentiel : « Ce qu'il faut demander à l'éducation, en premier lieu, c'est qu'Auschwitz ne se répète pas ». Adorno continue : « La seule force véritable contre le principe d'Auschwitz serait l'autonomie (...), la force de la réflexion, de l'autodétermination, du ne-pas-faire-comme-les-autres ». Il ne vit d'encouragement à

cette force ni dans la société, ni dans les écoles de l'après-guerre, mais une lourde tendance à l'aliénation, à la réduction de l'homme et de sa raison au rang de simples moyens.

Avec l'essor de la recherche pour la paix dans les années 1970, la pédagogie pour la paix se constitua progressivement en discipline scientifique à part entière. On lui assigna d'abord la tâche de transmettre les résultats de la recherche, puis on découvrit qu'elle était autre chose qu'une annexe de cette recherche, qu'elle avait une tradition indépendante et une fonction spécifique. Il importait de préciser ses fondements théoriques, en lui intégrant d'autres sciences de base : non seulement didactique, psychologie, sociologie, mais aussi politique, économie... La pédagogie de la paix devait faire partie d'une stratégie de changement des consciences, condition première du changement social.

Cependant, les débats très riches des années 1970, d'un haut niveau intellectuel, restaient l'affaire d'universitaires : les efforts pour préciser le concept scientifique de la pédagogie pour la paix demeuraient fragmentaires, laissant bien des questions en suspens. Par exemple, on ne sut jamais expliquer de façon satisfaisante en quoi cette nouvelle discipline se distingue fondamentalement de la pédagogie tout court. Qui contesterait que toute éducation doive être une éducation à la paix ? Mais qui y prête attention ? On ne peut nier que la pédagogie de la paix soulève et analyse des problèmes complètement négligés jusqu'ici. Le fait de mettre au centre la valeur de la paix oblige à poser des questions nouvelles et n'enlève rien au caractère scientifique des recherches.

Parallèlement à ces débats entre chercheurs, et longtemps presque ignoré d'eux, se développait, au cours des années 1970, le travail des "initiatives" de base : engagement personnel et sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes du Tiers Monde, aux dégâts écologiques, aux conséquences et risques

du surarmement... Souvent ces "initiatives" se constituaient spontanément, à l'occasion d'un événement par lequel les gens se sentaient concernés. Les diverses actions, notamment les formes de résistance non-violentes, entraînaient toujours plus de monde dans un processus d'apprentissage. La décision de l'OTAN de relancer la course au surarmement par l'installation de nouveaux missiles donna à ces initiatives éparses une impulsion nouvelle et les orienta vers le grand mouvement populaire qu'on appelle "*Friedensbewegung*" et qui constitue « le plus grand espace éducatif de la République ».

Avec ce mouvement a été vraiment reconnue l'unité entre recherche, éducation et action. Des liens solides se sont établis entre chercheurs, enseignants et militants. Il n'est pas rare que des enseignants et des experts scientifiques s'engagent dans les activités de la *Friedensbewegung*, à côté de leur travail professionnel, partageant leur savoir d'une façon différente, hors des hiérarchies établies.

Contenus et méthodes

Il est impossible de tracer ici une esquisse, même grossière, du vaste champ des activités de l'éducation à la paix qui sont en train de se développer. Je ne peux que renvoyer aux excellentes introductions à l'usage des parents, des enseignants et des instances éducatives (9).

Voici quelques thèmes fréquemment abordés dans ce matériel éducatif :

- jeux de rivalité ou de coopération ;
- préjugés et images de l'ennemi ;
- industrie de l'armement : contextes idéologique, économique et social ;
- assurer la paix à l'Ouest et à l'Est ;
- armement et sous-développement ;

- méthodes de défense alternatives ;
- national-socialisme, fascisme, néo-fascisme.

Beaucoup d'enseignants, soutenus par diverses associations, se servent de ce matériel, profitent de leur marge de liberté plus ou moins grande. Il est cependant évident qu'il ne suffit point d'introduire de nouveaux sujets. La pédagogie pour la paix souligne l'importance d'un profond changement dans les *contenus* à transmettre et dans les *méthodes* de transmission.

Il existe en R.F.A. quelques institutions expérimentales qui essaient de mettre en pratique les concepts de la recherche (sur le modèle de l'"action research" anglo-saxon) en étroite collaboration avec une université. Un exemple en est l'"Internationale Gesamtschule als Friedensschule" fondée en 1970 à Heidelberg par Hermann Röhrs. Les innovations de cet établissement s'appuient sur la réflexion critique menée par une équipe de recherche-action.

Röhrs détermine clairement comme finalité première orientant toutes les autres « l'aptitude à faire la paix » : « Quelqu'un qui n'est ni prêt ni apte à faire la paix est un homme inculte, parce que ses capacités véritablement humaines sont restées atrophiées » (10). Que cette aptitude soit difficile à évaluer n'est pas une raison pour la perdre de vue. L'importance incontestée du savoir et des qualifications cognitives ne doit pas primer sur le développement du caractère et de l'ensemble de la personnalité. C'est le non-respect de cette évidence qui aboutit à un culte de la "rationalité instrumentale", prête à servir tous les maîtres.

Il importe donc d'enseigner en aidant le développement de "l'intelligence sociale", susceptible de percevoir et de discerner les conflits et de reconnaître partout les responsabilités liées aux savoirs. Autre principe : veiller à ce que les élèves restent des *sujets* face au savoir. Pouvoir relier le savoir à leurs propres interrogations et à leurs propres expériences, c'est la première condition de l'autonomie.

Les contenus des programmes sont donc toujours déterminés à partir des questions posées et des expériences vécues, et en tenant compte du projet de société, à l'échelle nationale et internationale, qu'il importe de construire en vue de la paix.

Röhrs souligne qu'il est très important de veiller à l'indépendance vis-à-vis de toute idéologie politique. Mais le projet d'un monde de paix exige une répartition plus juste du bien-être et des revenus sur la terre, ainsi qu'une mise en question de notre modèle de civilisation, de la croissance quantitative illimitée. L'école doit former au cosmopolitisme et à la compréhension des problèmes sociaux, culturels et économiques dans une perspective globale, supra-ethnique et internationale. Le repli sur les intérêts égoïstes d'une nation et sur les valeurs secondaires de l'"efficacité" n'est pas une réponse adéquate face au défi de la crise mondiale.

Dans son livre, Röhrs donne quelques exemples illustrant le travail éducatif et formatif accompli à "l'Ecole Internationale - Ecole de Paix".

Réactions officielles

Quelle est la réaction des responsables officiels de l'enseignement public à l'essor de la pédagogie et de l'éducation à la paix ?

Inévitablement, les autorités se sont inquiétées de plus en plus de l'influence qu'exerçait et qu'exerce toujours sur les jeunes le mouvement de paix. Le nombre croissant des objecteurs de conscience (45 000 en 1984) n'en est qu'un symptôme majeur. Les ministres de la Défense, d'abord du SPD (Apel, en 1980) puis de la CDU (Wörner, en 1982) firent des démarches auprès de la session plénière des ministres de la Culture - également chargés, en R.F.A., de l'enseignement - pour que quelque chose soit entrepris contre le "fourvoiement" des esprits. On mit en place une commission qui réunit les repré-

sentants de tous les partis dans les Länder pour élaborer en commun des directives au sujet de "l'éducation à la paix" à l'école et du problème de la défense.

Le projet ne put aboutir, les avis étant trop partagés, en particulier sur la notion de paix et sur l'enseignement concernant les moyens pour assurer et promouvoir la paix.

Au cours des débats, on réussit quand même à se mettre d'accord sur quelques principes qui pourraient toujours constituer une plateforme commune, même si leur définition exacte paraît difficile. Ils se résument ainsi :

1 - Ce qui est controversé dans les sciences et en politique doit rester controversé dans l'enseignement.

2 - Il n'est pas permis d'endoctriner les élèves, par quelque moyen que ce soit, de les empêcher de se former un jugement indépendant.

3 - L'élève doit être mis en position d'analyser ses propres intérêts et de chercher les moyens pour modifier sa situation dans le sens de ses intérêts.

Depuis l'échec des débats entre les ministres de la Culture, il existe dans les Länder des directives, différentes selon les partis au pouvoir, concernant l'enseignement sur le sujet : « Comment assurer la paix en Europe ». Partout, elles facilitent l'accès des officiers dans les écoles. Mais les directives du SPD sont en même temps favorables à la présentation de modèles alternatifs de défense, par exemple de la défense civile ; la notion de paix est abordée de façon plus complexe, invitant à explorer sérieusement des perspectives autres que militaires. Les directives de la CDU sont beaucoup plus restrictives. Elles se bornent à souligner qu'il faut faire comprendre aux élèves le rôle indispensable de la *Bundeswehr*, et elles sont défavorables à la présentation d'autres formes de défense. La problématique de la paix positive ou négative est délibérément laissée de côté.

Les comptes rendus de ces débats ministériels, édités dernièrement à l'usage des enseignants et des élèves, constituent un document très intéressant (11). Il n'existe peut-être pas de meilleure introduction pour se faire une idée de l'impact de l'éducation à la paix, au sens large du terme, sur la vie sociale et politique en R.F.A. Ces comptes rendus montrent notamment qu'il est désormais impossible de passer sous silence les préoccupations des scientifiques et des pédagogues face aux problèmes de la paix et de la guerre. Les représentants de la CDU, qui aiment qualifier les recherches sur la paix d'utopiques, sont au moins constamment invités à prendre position.

L'existence de conceptions différentes d'une "éducation à la paix" inspire maintes actions, de la part de parents, d'enseignants ou d'élèves. Les débats se répercutent à tous les niveaux des instances éducatives. Ils sont loin d'être clos. ■

NOTES

(1) Le troisième "Pädagogenfriedenskongress" (Congrès de paix des pédagogues) a eu lieu en avril 1985 à Bonn. Il a été décidé de préparer pour 1986 le premier congrès international de paix des pédagogues.

(2) Günther Gugel, Klaus Lange-Feldhahn (Editeurs), *Mit brennender Ungeduld, Gedanken, Einblicke, Arbeitshilfen für die Praxis der Friedenserziehung*. Verein für Friedenspädagogik Tübingen e.V. 1985. Excellente introduction en la matière avec bibliographie commentée.

Lutz van Dickk (Editeur : *Lernen in der Friedensbewegung, Verantwortung von Pädagogen*, Weinheim, Basel 1984. Beaucoup de bons articles sur les activités d'éducation à la paix ; liste d'adresses des différentes organisations et "initiatives".

(3) Voir la présentation de la notion de violence structurée d'après Galtung, dans ANV 37 et 38.

(4) G. Gugel, *op. cit.* p. 10 et p. 13.

(5) Professeur de sciences de l'Education à l'Université de Heidelberg. Spécialités : éducation comparée, pédagogie internationale, éducation et Tiers Monde, pédagogie pour la paix. Cofondateur de l'"Internationale Gesamtschule als Friedensschule" à Heidelberg (1970) et du projet expérimental d'éducation à la paix dans une école maternelle, à Mannheim-Sandhofen (1974). Il décrit ses expériences et approfondit ses réflexions dans un livre très riche, qui plaide pour la création d'un institut de recherche spécialisée dans la pédagogie de la paix : Hermann Röhrs, *Friedenspädagogische Aufgabe. Idee und Realität der Friedenspädagogik*, Braunschweig, Westermann, 1983.

(6) Il est intéressant de citer quelques exemples du programme de la rencontre de travail à Versailles, en août 1938 : Har Dayal : Anthropologie et guerre ; A. Groenewald : Psychologie et guerre ; W. Willock : Nouvelles formes de lutte ; M. Montessori : Education de la jeunesse pour la paix ; Simone Weil : Société et guerre...

(7) Brigitte Reich, Rainer Mällée, *Internationale Perspektiven der UNESCO*. In Lutz van Dick, *op. cit.*, p. 48 ; *Le Courrier de l'UNESCO*, septembre 1980.

(8) Theodor W. Adorno, *Erziehung nach Auschwitz*, in Th. W. Adorno, *Erziehung zur Mündigkeit*, Suhrkamp T., 1982.

(9) On peut demander de la documentation par ex. à : Verein für Friedenspädagogik, Tübingen e.V., Bachgasse 22, 7400 TÜBINGEN ; ou à : Arbeitsgemeinschaft Friedenspädagogik e.V., Untere Weidenstr. 12, 8000 München 90.

(10) H. Röhrs, *op. cit.*, p. 161.

(11) Dieter S. Lutz, éditeur, *Weder Wehrkunde noch Friedensziehung ?*, Der Streit der Kultusministerkonferenz 1980/83, Baden-Baden, Nomos, 1984.

LUMIÈRE ET VIE

N° 174 - Novembre 1986

LES COUPLES FACE AU MARIAGE

Joël Clerget

- Un, deux, trois.

Bruno Ribes

- Quel avenir pour quelles familles ?

Pascale Boucaud

- Les nouveaux couples et le droit.

Eric Fuchs

- Valeurs éthiques et nouvelle conjugalité. Essai d'évaluation.

Christiane Dieterlé

- Statuts des textes bibliques et théologies du couple.

Marie Zimmermann

- Mariage, couple libre et droit canonique.

Michel Legrain

- La dialectique du mariage et du sacrement.

LES LIVRES

Michel Demaison

- Chronique de théologie morale : autour du mariage

LUMIÈRE ET VIE

2, place Gailleton

69002 Lyon

| Abonnement | France | Etranger |
|-----------------|--------|----------|
| Un an | 150 F | 170 F |
| Le numéro | 38 F | 42 F |

CCP "Lumière et Vie" Lyon 3038-78 A

La recherche sur la paix en RFA

Parmi les raisons qui expliquent l'ampleur du débat public en RFA sur les questions de défense et de paix, il y a l'existence de nombreux instituts de "Friedensforschung" (= recherche sur la paix). De niveau universitaire, ces Instituts produisent des études, des informations, des recherches qui alimentent et enrichissent le débat. Il en existe aujourd'hui une bonne vingtaine, certains institutionnels, certains privés.

Voici une énumération, non exhaustive, des sujets sur lesquels travaillent ces Instituts :

- Contrôle des armements, dépenses militaires.
- Examen critique des politiques de défense, au point de vue politique, économique, social, technologique et écologique.
- Détente, mesures destinées à favoriser la confiance.
- Critique de la dissuasion par terreur mutuelle.
- Evaluation des nouvelles technologies (guerre des étoiles) et des nouvelles stratégies (Air-land battle, etc.).
- Défenses alternatives.
- Conditions nécessaires à une modification pacifique des situations de violence.
- Aspects psychologiques de la paix (images de l'ennemi, etc.).

- Causes des conflits et moyens de les résoudre pacifiquement.
- Concept de sécurité et son élargissement aux dimensions économiques et écologiques.
- Les conditions d'une co-sécurité en Europe : zones dénucléarisées et/ou démilitarisées.
- Relations entre conflits Est-Ouest et Nord-Sud.
- Analyse des conflits du Tiers Monde : causes et facteurs d'aggravation.
- Relation entre sous-développement et commerce des armes.

Jusqu'en 1983, ces Instituts étaient fréquemment subventionnés par le gouvernement et/ou les Länder. La réduction, voire la suppression, de ces financements publics après le retour de la CDU au pouvoir ont entraîné la dissolution de la DGFK

(Société allemande pour la recherche sur la paix et les conflits) qui avait été créée en 1971 par Gustav Heinemann pour coordonner ces recherches. On reproche aux Instituts d'être trop liés aux mouvements pour la paix. Il est vrai que leur recherche a fourni une base solide à l'argumentation de ces mouvements (qu'on pense à Dieter Lutz sur les euro-missiles ou à Horst Ahfeldt sur la techno-guerilla - voir ANV n° 48 et n° 57) ; mais il est non moins vrai que ces recherches sont menées dans un esprit de rigueur scientifique. Ces instituts sont d'ailleurs parfois objets de méfiance de la part des militants les plus radicaux.

Voici la liste des principaux Instituts de "Friedensforschung" dans la RFA d'aujourd'hui.

● **Hessische Stiftung für Friedens- und Konfliktforschung**

HSFK, Leimenrode, 29, 6000 Frankfurt/M 1.

Fondé voici 15 ans, c'est le plus gros institut de recherche sur la paix d'Allemagne Fédérale. Il est financé par le gouvernement régional du Land de Hesse.

● **Berliner Projektverbund der "Berghof"-Stiftung für Konfliktforschung**

Winkler 4A, 1000 Berlin 33.

Fondé au début des années 70 par le Professeur Zundel. Héritier de la société Bosch, ce professeur a mis les intérêts des actions qu'il possédait à la disposition de chercheurs.

Des professeurs d'université, réunis dans un conseil, décident des projets de recherche. Les deux projets actuels ont pour thème :

- l'armement soviétique
- les négociations SALT.

● **Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik an der Universität Hamburg**

IFSH, Falkeinstein 1, 2000 Hamburg 55.

Existe depuis une dizaine d'années. Financé par le Land de Hambourg (SPD). L'actuel directeur est le professeur Egon Bahr, porte-parole du parti social-démocrate au parlement pour les questions de désarmement. Cet institut est de plus en plus sollicité au niveau politique pour les questions de défense et de sécurité. Il publie une revue trimestrielle.

● **Forschungsinstitut für Friedenspolitik**

Uhdestr, 2, 8130 Starnberg.

Fondé à l'époque des débats sur les euro-missiles par Alfred Mechttersheimer, ancien lieutenant-colonel et opposant au projet de construction de l'avion de guerre MRCA-Tornado. Pour préserver son indépendance, l'institut s'est donné un statut de type associatif et se finance par les cotisations annuelles de ses membres, ainsi que par des dons.

Ses projets de recherches sont nombreux :

- relations Europe-Pays arabes, comme alternative à la politique des blocs face au danger atomique ; coopération euro-arabe au niveau de la politique mondiale ;

- étude sur un autre armement qui permettrait une politique de défense ne misant plus sur l'éventuelle destruction par l'atome de la RFA, et cherchant à *diminuer* les dangers de guerre ;

- transformation des structures de l'OTAN en prenant plus en compte les intérêts des partenaires européens.

Pour les 2 derniers points, le travail se fait en coopération avec un groupe d'officiers (actifs, ou à la retraite) pour les problèmes techniques.

L'institut organise, coordonne, et/ou finance des stages de formation afin d'encourager la démocratisa-

tion de la politique de défense. Il publie une revue mensuelle d'information ("*Mediatus* ") et des feuillets hebdomadaires ("*friedenspolitischer Kurier*", courrier de la politique de paix). Ces deux publications informent sur les recherches en cours et sur les activités des mouvements de paix. C'est presque le seul des instituts de recherche qui essaie de rester en contact avec la base du mouvement de paix allemand.

● Chaires universitaires de chercheurs sur la paix

A l'Université libre de Berlin (Freie Universität-Berlin) professent deux chercheurs connus :

- Le Professeur *Theodor Ebert*, spécialisé dans les questions de défense civile non-violente, publie depuis 1968 des rapports sur ses recherches : il a ainsi étudié les différentes expériences historiques en matière de résistance civile et cherche à établir les bases d'une stratégie de défense populaire non-violente. Il a poussé sa recherche jusqu'au niveau pratique : les différentes formes et les conditions d'une résistance civile, comme par exemple, les difficultés qu'ont les peuples à prendre conscience de leur capacité à une résistance civile. Il a élargi son champ d'analyse aux recherches faites par les mouvements écologistes et féministes sur ce thème.

Il dirige la publication "*Gewaltfreie Aktion*".

- Le Professeur *Ulrich Albrecht*, spécialisé sur les thèmes du désarmement, du contrôle et de la reconversion des armements.

Tous deux travaillent aussi au sein du conseil de recherche de la "*Berghof*"-Stiftung.

Le Professeur *Dieter Senghaas* a maintenant le même statut à l'université de Brême. Il est spécialisé dans les systèmes internationaux de menace et de

dissuasion et dans les comportements d'agressions érigés en structure (impérialisme...).

Enfin un dernier nom : celui du Professeur norvégien *Johan Galtung*, qui a travaillé à l'Université libre de Berlin.

● Max-Planck institut für Sozialwissenschaften

Dr Horst Afheldt, Bahnhofplatz 4, 8130 Starnberg.

● Studiengruppe "Alternative Sicherheit" (SAS)

Dr Lutz Unsterseher, Von Guericke Allee I, 5300 Bonn I.

● Studiengruppe Europäische Sicherheit

c/o Lehrstuhl für öffentliches Recht III, Prof. Dr. Knut Ipsen, Postf. 10 21 48, 4630 Bochum.

Ce groupe est lié à l'association des scientifiques allemands.

Ces adresses (et d'autres) sont communiquées par le "Centre d'Information sur les Recherches sur la Paix" situé à Bonn. Créé en 1984, ce centre a pour tâche de renseigner, au plan national et international, sur les activités de la "*Friedensforschung*". Il met en contact les spécialistes, organise des réunions et débats sur des sujets spécifiques, avec des hommes politiques, des fonctionnaires, des représentants de diverses forces sociales, des médias. Il soutient les publications qui présentent les résultats de ces recherches.

On peut s'adresser à lui pour toute demande d'informations :

Arbeitsstelle Friedensforschung, Theaterplatz 38, 5300 Bonn 2 Bad Godesberg.

UN CONCILE POUR LA PAIX ?

En juin 1985, lors du dernier *Kirchentag* (grande rencontre des Protestants allemands qui se tient tous les deux ans), le professeur Carl-Friedrich Von Weizsäcker s'est adressé aux Eglises du monde entier, les appelant à convoquer un "Concile pour la paix". Frère de l'actuel président de la RFA, le professeur Von Weizsäcker est à la fois physicien et philosophe. Il jouit d'une très grande réputation comme "chercheur sur la paix".

Voici le texte de son appel :

« Nous demandons aux Eglises du monde de convoquer un Concile pour la paix. La paix est aujourd'hui la condition de la survie de l'humanité. Elle n'est pas assurée. Dans un Concile œcuménique, convoqué pour la paix, les Eglises chrétiennes devront dire, en responsabilité commune, une parole que l'humanité ne pourra pas ignorer. »

Le temps presse. Nous demandons aux autorités ecclésiastiques de tout faire pour que ce Concile se réunisse le plus tôt possible. Nous demandons aux communautés d'apporter leur soutien explicite et vigoureux à cet appel. »

Dans les explications accompagnant cet appel, le professeur Von Weizsäcker souligne qu'un tel Concile devrait s'adresser non seulement aux chrétiens mais à l'humanité entière. Il indique deux sujets qui devraient être abordés :

- les guerres continues dans le Sud
- les menaces d'une guerre nucléaire dans le Nord.

Il insiste pour que ce Concile rassemble largement, aussi bien des "conservateurs" que des "radicaux", afin qu'ils trouvent un consensus sur l'action à proposer. Ce serait l'épreuve centrale d'une telle réunion ; mais l'histoire de l'Eglise montre que ce fut le problème de tous les Conciles du passé.

La date de 1989 est proposée pour ce Concile. En RFA, un comité de préparation s'est formé dans l'Eglise protestante. Des signatures sont collectées.

On peut s'adresser à ce comité pour plus d'informations : Arbeitskreis Schritte zum Konzil des Friedens, c/o Peter Beier, Schirmerstr. 1, D-5160 Julich.

Nous avons lu

Jean Toulat

Oser la paix, Requête au Président de la République

Cerf, 1985, 230 pages, 82 F

Le Toulat nouveau est arrivé. Ce n'est pas un "remake" de *La bombe ou la Vie*, ce livre qui, en 1970, avait été interdit par Michel Debré dans les casernes françaises. Mais c'est le même esprit, la même conviction, la même indignation qui sait rester respectueuse de l'adversaire. Jean Toulat met au service de ses convictions anti-nucléaires son grand talent de journaliste : le livre ne s'appesantit pas dans des débats intellectuels sophistiqués ; il reste proche des faits, s'émaille de récits concrets, rapporte des témoignages. Sur le fond, l'argumentation est proche de celle qui est développée par le MAN en ce qui concerne la non-violence, par le CODENE en ce qui concerne les rapports Est-Ouest, et par les deux en ce qui concerne la critique de l'armement nucléaire. Le prêtre-écrivain qu'est Jean Toulat y ajoute son inspiration évangélique et prophétique, prônant une "insurrection des consciences" face aux scandales qu'il décrit. Il s'agit de choisir aujourd'hui

entre Hiroshima et Bethléem.

Un livre à mettre entre toutes les mains ! Et pas seulement dans celles du Président de la République auquel il est adressé.

Collectif CEDETIM

Le non-alignement

La Découverte, 1985, 65 F

Les mouvements de paix proposent le "non-alignement". Mais qu'est-ce que c'est au juste ? Où en est le "mouvement des non-alignés" ? Va-t-on vers une crise plus grande du système des blocs ? Peut-on envisager une Europe non-alignée ? S'agirait-il de créer un "troisième bloc" européen ?

Ce petit livre du CEDETIM (Centre d'Etudes sur l'Impérialisme) donne de très bons éléments de réponse à toutes ces questions.

Christian Delorme

Par amour et par colère

Le Centurion, 1985, 160 p., 69 F

Lecteurs d'*Alternatives non violentes*, vous croyez connaître Christian Delorme. N'est-il pas le fondateur et le directeur de publication de cette revue ? N'y écrit-il pas des articles, tout récemment encore le tiers du numéro 57 sur l'extrême droite ? Le "curé des Minguettes" n'apparaît-il pas régulièrement dans les médias à propos des actions et des débats sur les immigrés, notamment ceux de la "deuxième génération" ? On se souvient encore de la grève de la faim d'avril 1981 (analysée dans notre n° 42) et de la "marche pour l'égalité". Bref, à 35 ans, Christian Delorme est presque un personnage public...

Eh bien, détrompez-vous : tant que vous n'avez pas lu ce livre, vous ne connaissez pas grand chose de lui ! On pourrait aligner ici les actions, les campagnes, les événements auxquels son nom fut mêlé et que ce livre rappelle : de la défense des Indiens de Guyane à celle des prostituées lyonnaises, de la lutte pour les objecteurs de

conscience au Comité d'action des prisonniers. Mais ce ne serait pas l'essentiel. L'essentiel, c'est le moteur de tout cela, c'est le titre : l'amour et la colère. Plus exactement, la colère qui naît de l'amour. S'il ne peut pas supporter une injustice sans se mettre non-violemment en colère contre elle, c'est parce qu'une solidarité affective, d'amour ou d'amitié, s'établit entre lui et les victimes de ces injustices. Certes, la lutte concrète exigera ensuite des analyses de la situation, une évaluation du rapport des forces, une conception de ce qu'il est ou non réaliste de viser. Mais à l'ori-

gine de chacun de ces engagements, il y a une colère née d'un amour ou d'une amitié.

Fondamentalement non-violent (car la juste colère n'est pas incompatible avec la non-violence !), très influencé par Martin Luther King, Christian Delorme n'a pas voulu faire un livre sur la non-violence, ni même un livre de militant non-violent. Pourtant, si le mot apparaît peu, la non-violence transparait partout : dans le ton du récit (pas de "cinéma" : la vérité simple, sans crainte de s'exposer aux critiques, qui ne manqueront sûrement pas) et dans l'attitude générale : fermeté

contre les injustices, grand respect pour la personne des adversaires.

Ce récit montre combien le dynamisme de nos engagements pour la paix et la justice trouve sa source dans ce qu'il y a de plus intime : une histoire personnelle, des rencontres, des expériences spirituelles, des événements particuliers. Dans ce sens, c'est aussi un livre qui éclaire, avec une franchise courageuse, la vieille question : « Qu'est-ce qui fait courir (agir) les militants ? »

C'est à la fois un document et un témoignage. Un livre très attachant.

Christian Mellon

LE CALENDRIER DE NVP

Non-Violence Politique, le mensuel d'information et de réflexion sur la non-violence en France et dans le monde, vient d'éditer un Calendrier de la Paix 1986. Celui-ci est illustré spécialement par le grand dessinateur espagnol Joan Gomez. De l'humour, de la tendresse, pour parler de paix, de justice, de droits de l'Homme.

Douze rendez-vous à ne pas manquer !

Prix : 30 F l'exemplaire (port compris).

Pour toute commande : Non-Violence Politique, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis, tél. 38.93.13.73.

ECONOMIE ET HUMANISME

n° 285 – septembre-octobre 1985

Dossier :

Une question nouvelle : qu'est-ce que l'Europe ?

- Présentation *Barthalay*
- Où sont donc les citoyens de l'Europe ? *J.-R. Tabier*
- Les Britanniques face au Marché Commun *J. Pinder*
- Un élargissement nécessaire :
la péninsule ibérique *Ch. Caporalle*
- Quelle stratégie industrielle pour l'Europe ? *M. Richonnier*
- Le Parlement européen au travail *C. Schöndube*

L'économie mondiale 85/86 et le rééchelonnement de la dette du Tiers Monde *G. Couture*

"Le niveau baisse",
Réflexion sur les usages sociaux de
la fausse évidence *D. Glasman*

Chiffres et commentaires *R. Caillot*

Chronique agricole
Quelques leçons à tirer de l'évolution de l'agriculture aux
Etats-Unis *P. Byé*

La conjoncture économique et financière *A. Cédel*

Des faits, des tendances
PMI et nouvelles dynamiques industrielles en Italie *C. Courlet*
Lettre ouverte *X. de Boccard*
Les minivoitures *J.-J. Chanaron*
L'ordre des médecins *A. Thévenet*

Actualités économie et humanisme *J.-C. Lavigne*

Chronique bibliographique *F. Plassard*
Futurs agroalimentaires des biotechnologies

Les livres

Liste des livres reçus

Dossier du prochain numéro :

Les professions sociales en retard d'une crise :

Commandes à adresser à :

ECONOMIE ET HUMANISME,

14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon cedex 08

| | France | Etranger | Avion |
|-----------------|--------|----------|-------|
| Numéro (franco) | 50 F | 55 F | 65 F |
| Abonnement | 220 F | 275 F | 330 F |

CCP Lyon 1529-16 L

PAX CHRISTI LYON

Pax Christi Lyon organise une formation sur le thème "Proche-Orient : au-delà des conflits" :

- samedi 11 janvier 1986 - Proche-Orient : une culture influencée par *l'Islam* ;

- samedi 1^{er} février 1986 - Proche-Orient : une mosaïque d'*Etats* et de *nations*.

De 14 h 30 à 18 h, à la Faculté catholique de Lyon (29, rue du Plat, Lyon-2^e).

ACTION NON-VIOLENTE EN IRLANDE DU NORD

Le Centre Martin-Luther-King de Lausanne publie une brochure sur un quaker anglais, Will Warren, qui vécut de 1971 à 1977 à Derry (Irlande du Nord) et y déploya une inlassable activité au service de la réconciliation entre catholiques et protestants.

A commander pour 25 F (+ port) au Centre Martin-Luther-King, av. Béthusy 56, CH-1012 Lausanne.

UNE TOMBOLA POUR L'EST

Pour financer ses contacts avec les mouvements de paix indépendants d'Europe de l'Est (voyages à Prague, Varsovie, Berlin), le CODENE organise une tombola.

Prix du billet : 10 F.

Lots : disques de musique des pays de l'Est.

Tirage : 21 janvier 1986.

Ecrire à CODENE, 23, rue N.-D.-de-Lorette, 75009 Paris.

LES STRATÉGIES CIVILES DE DÉFENSE

Actes du colloque de Strasbourg.

Du 27 au 29 novembre 1985 s'est tenu à Strasbourg un colloque international de haut niveau sur les "stratégies civiles de défense". Une quinzaine d'universitaires et de spécialistes français et étrangers y ont présenté des communications. Notamment : Gene Sharp, Adam Roberts, Theodor Ebert, Ivo Rens, Jan Zielonka, Wilhelm Nolte, Hylke Tromp, Jean-Marie Muller, Christian Mellon et Jacques Semelin.

Le texte de ces interventions et un résumé des débats vont être publiés conjointement par la revue *Alternatives non-violentes* et par l'Institut de Recherche sur la résolution non-violente des Conflits, qui organisait ce colloque.

Pour recevoir ce volume au prix de souscription (55 F au lieu de 70 F), envoyez dès maintenant votre commande accompagné du chèque correspondant, à I.R.N.C., BP 19, 94121 Fontenay.

FAITES CONNAÎTRE A.N.V.

Un geste qui ne coûte rien : glisser dans votre courrier à vos amis un tract de présentation de la revue. C'est peu de chose pour vous ; c'est sans prix pour nous...

A.N.V. n'a que vous pour se faire connaître !

Ces tracts sont gratuits. Demandez-les à notre secrétariat.

alternatives
non-violentes

*Abonnez-vous,
Abonnez vos amis*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à : A.N.V

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),
à partir du numéro

Je commande tracts de présentation
de la revue (gratuits).

TARIF minimum : 100 F

étranger : 120 F

soutien : 150 F ou davantage

Le tarif minimum ne pourra être maintenu aussi bas
que si le tarif de **SOUTIEN** est choisi par le plus
grand nombre comme tarif **NORMAL**.



N° 44 : LES VOIES DU DÉSARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

N° 45 : TERRORISMES (18 F)

Il faut "démystifier le terrorisme". Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (18 F)

Comment et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1955) et par des documents de l'époque.

N° 47 : DOSSIER PALESTINE - DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSObÉISSANCE CIVILE - J. de Bollardièrre (18 F)

Plusieurs dossiers distincts dans ce numéro : Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Un document très important présentant des propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Une étude historique de la naissance et du développement de la notion de "désobéissance civile". L'itinéraire de Jacques de Bollardièrre, de l'armée à la non-violence.

N° 48 : GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? - Table ronde sur la guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire - Histoire des attitudes des chrétiens face à la guerre - Vraies et fausses guerres saintes en Islam - Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ? - Divers documents récents des Eglises chrétiennes complètent ce dossier.

N° 49 : 1973-1983 : DIX ANS D'ALTERNATIVES NON-VIOLENTES (18 F)

Bilan - Témoignages - Interviews - Entretiens avec Jean-Pierre COT et Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux - Analyse détaillée d'un sondage d'opinion sur la non-violence.

N° 50 : DÉFENSE NUCLÉAIRE : NON-SENS MILITAIRE (18 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL, fait le procès de toute défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 : L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (20 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge - Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman - Les évêques et la bombe.

N° 52 : L'ESPRIT DE DÉFENSE (20 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? - Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO - Le protocole Hernu-Savary - L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (39 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Des historiens, philosophes, syndicalistes polonais analysent le combat de *Solidarnosc* pour mettre en lumière les rapprochements possibles avec la stratégie de l'action non-violente.

Un numéro exceptionnel, avec les signatures de K. POMIAN, L. WALESA, S. BLUMSZTAJN, L. KOLAKOWSKI. Cette analyse originale de la lutte polonaise a été remarquée par *Le Monde*, *La Croix*, *La Vie*, *France-Culture*.

N° 55 : ARMÉE ET NON-VIOLENCE : mariage ou union libre ? (25F)

Les recherches sur la défense civile non-violente comme complément à la défense militaire (Suède, Allemagne...). - La résistance civile en Palestine. - Quand les Polonais lisent un non-violent français.

N° 56 : TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (25 F)

La course technologique est comme la course aux armements : elle semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Savoir faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?

N° 57 : EXTRÊME-DROITE : LA COTE D'ALERTE (25 F)

L'effet LE PEN : d'où vient-il ? Comment l'analyser ? Connaître l'extrême-droite pour mieux s'y opposer. Construire une France pluri-ethnique.

A. Jacquard dénonce le "cancer nucléaire".

Certains numéros antérieurs au 36 sont encore disponibles. Si vous voulez compléter votre collection, adressez-vous à notre secrétariat.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

*Revue associée à l'Institut
de recherche sur la résolution
non-violente des conflits
(I.R.N.C.).*

COMITÉ D'ORIENTATION :

Pierre ARCQ
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Bernard BOUDOURESQUES
Michel de CERTEAU
Patrice COULON
Frédéric DELARGE
Patrick GIROS
Etienne GOS
Anne Le HUÉROU
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Marlène TUINGA
Jean VAN LIERDE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Christian MELLON
Jacques SEMELIN

sommaire

| | |
|--|----|
| Editorial : Le laboratoire allemand par Jacques Sémelin | 1 |
| Où en est le mouvement de paix ? par Karlheinz Koppe | 3 |
| Quand les Allemands de l'Ouest regardent vers l'Est par Bernard Dréano | 8 |
| La démocratie dans l'action non-violente par Wolfgang Sternstein | 14 |
| Un groupe parmi d'autres par Hans-Konrad Tempel | 21 |
| Introduire la défense sociale par Theodor Ebert | 27 |
| On s'est trompé d'ennemi par Horst-Eberhard Richter | 39 |
| Les chemins de l'éducation à la paix par Ina Ranson | 45 |
| La recherche sur la paix en R.F.A. présentation des principaux instituts | 52 |
| <hr/> | |
| Nous avons lu | 56 |

Décembre 1985